75

Juin 2020

LE SIOUX

MENSUEL d'histoire et de tactique militaire

SOMMAIRE

Bataille P. 2

Le coin du préparant P. 4

Fiche de lecture P. 6

Histoire P. 11

Personnage Atypique P 20

Le Sioux vous conseille P.21

« A la guerre, le succès dépend de la simplicité des ordres de la vitesse de leur exécution et de la détermination générale à vaincre. »

Général PATTON

« Ne pas pratiquer ce que l'on enseigne, c'est déshonorer sa parole. » Cours de tactiques 1922, Tomes II »

Feuille d'information gratuite

Responsable de la rédaction :

LCL ® de LEMOS

Toutes les informations et images présentées, sont issues de sources ouvertes et n'ont d'autre vocation que d'informer.

Les propos et articles n'engagent pas l'institution militaire, ils ne sont que des supports personnels.

S'inscrire ou désinscrire à cette newsletter à l'adresse suivante :

lesiouxnewsletter@yahoo.fr

EDITO.

Chers Lectrices et Lecteurs, le capitaine SAVY, docteur en histoire, spécialiste de la guerre de Cent Ans, nous fait partager dans ce numéro, son analyse sur l'artillerie à balancier. Son étude s'oriente sur l'utilisation tactique et nous démontre les évolutions notables durant les 116 ans de ce conflit. Il revient aussi sur l'idée tenace que l'artillerie n'était utilisée qu'en arme offensive.

Il n'y a pas de fiche synthèse tactique dans ce numéro, elle a été remplacée (juste pour ce mois) par un document NRBC élaboré par le capitaine Philippe BRONSART, spécialiste NRBC.

1940, 2020, il y a 80 ans, c'était la campagne de France, souvent décriée, avec une image négative pour le grand public, l'image de la trilogie de la 7e compagnie n'a pas aidé. Pourtant, l'armée française était présente, et elle a fait son job comme on dit de nos jours. Certes, ce fut une défaite, mais nous n'avons pas à rougir de nos anciens !

La fiche de lecture revient justement sur la justice qui doit être rendue à ceux de 40. Dans "le Sioux vous recommande", je vous propose quelques livres sur la campagne de France et comme on n'est pas mieux servi que par soi-même, je fais de la publicité pour mon troisième livre qui devrait bientôt sortir, mais avec le Covid…

Dans le chapitre histoire, on retourne en Indochine, avec un focus sur une opération aéroportée qui se déroula d'octobre à novembre 1947, l'opération LEA. "Léa " confirme qu'une fois à terre, les parachutistes sont démunis d'armes lourdes et surtout sont contraints de progresser à la vitesse du fantassin à pied et à porter leurs blessés tout en étant tributaires du ravitaillement par air, c'est à dire de la météo et des transporteurs. Jamais, au cours de la guerre, les parachutistes ne disposeront des hélicoptères nécessaires. Ce handicap sera pallié d'une certaine façon en Algérie. Et les Américains en tireront la leçon en engageant notamment deux divisions aéromobiles au Viêtnam.

Le personnage atypique de ce mois de mai est Raoul Magrin Vernerey. Mais au fait... c'est qui ? Il est plus connu sous le pseudo de Raph Monclar, saint-cyrien, promotion 1914, il a fait les deux guerres mondiales, et troquera ses 4 étoiles pour un galon de lieutenant-colonel lors de la guerre de Corée.

Enfin chers lecteurs, nous vous encourageons à nous faire part de vos remarques, questions, suggestions, voire dialoguer avec nous et entre nous, soit sur notre page Facebook https://www.facebook.com/groups:/782917638416377/ que nous essayons de nourrir d'actualités militaires, soit par courriel à **lesiouxnewsletter@yahoo.fr**.

LCL® Nicolas de LEMOS,

BTIAR, 26e Promotion de l'EDG.

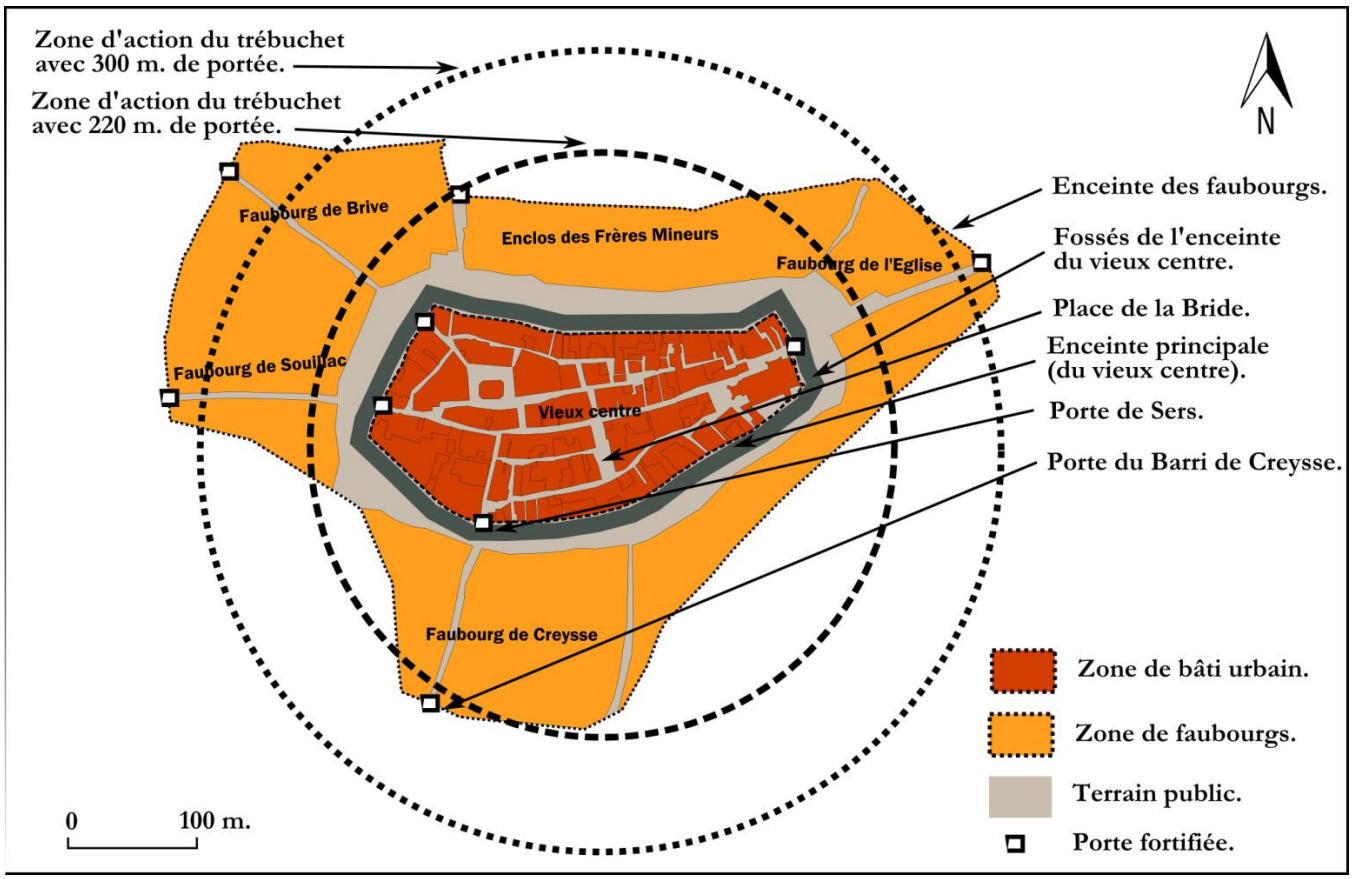
Le trébuchet à tir multidirectionnel de Martel : une haute technologie inutile.

Le Moyen Age représente mille ans d'histoire, histoire encore relativement succincte en ce qui concerne ce qui a été écrit sur l'artillerie à balancier. En effet, si les machines utilisées sont assez bien connues sur le plan technique, ce n'est pas le cas en ce qui concerne leur utilisation tactique, qui connut des évolutions notables durant cette très longue période. Avant toute chose, il convient de briser une idée tenace sur l'artillerie dite médiévale, avec ses trébuchets, mangonneaux et autres couillards. En effet, on la voit partout décrite comme étant une arme exclusivement offensive, destinée à créer des brèches sur les enceintes des places assiégés : or, pendant la guerre de Cent Ans, il ne s'agissait plus là que d'un rôle occasionnel et, finalement, très peu fréquent. En effet, les machines étaient avant tout utilisées dans un cadre défensif, celui des enceintes urbaines et, lorsque des sièges étaient menés par les armées royales, ces dernières utilisaient généralement celles que des municipalités leur mettaient à disposition. Ensuite, on imagine souvent le siège du XIVe siècle comme une débauche de moyens poliorcétiques, avec milliers d'hommes, retranchements, tours d'assaut et nombreuses pièces d'artillerie à balancier… Mais, si ce siège-là existait bien, il était presque une exception : la plupart du temps, il ne s'agissait que de quelques dizaines ou centaines d'hommes disposés autour d'une position ennemie isolée pour en faire le blocus en attendant que la faim et la soif fassent leur effet, avant d'éventuellement négocier la reddition des assiégés.

Pour en revenir à l'utilisation défensive de l'artillerie à balancier, la simple analyse de documents d'archives restés longtemps inexploités permet d'appréhender la tactique qui la régissait, en particulier à Martel ; cette ville présente de plus la particularité d'avoir financé la construction d'une pièce qui fut sans doute parmi les plus puissantes et perfectionnées de son temps mais qui, bien que correctement dimensionnée sur le plan purement théorique, se révéla totalement inadaptée à l'usage.

L'utilisation défensive de l'artillerie et la situation spécifique de Martel.

Lorsque la guerre de Cent Ans débuta, la topographie de la plupart des localités urbaines présentait un visage relativement nouveau en raison de la multiplication des faubourgs autour des vieux centres. Ces quartiers périphériques étaient les fruits de l'essor économique et démographique qui avait caractérisé le XIIIe siècle. Pour les municipalités chargées de mettre les villes en défense, ils représentaient un problème tactique difficile à résoudre, car elles ne disposaient pas des moyens nécessaires pour les fortifier correctement, tandis que, la plupart du temps, les raser était inenvisageable sur les plans économiques et politiques. L'efficience du schéma qui fut trouvé, adopté dans un grand nombre de localités plus ou moins importantes, reposait en grande partie sur l'artillerie à balancier : autour d'un vieux centre puissamment fortifié et équipé, les faubourgs étaient dotés d'enceintes assez sommaires qui, bien que suffisantes pour contrer des actions de petite envergure, ne pouvaient pas résister à l'attaque d'une armée de siège ; dans ce cas, les pièces d'artillerie positionnées dans la vieille ville entraient en action pour interdire à l'assaillant l'utilisation des bâtiments et axes faubouriens comme abris ou cheminements protégés vers les défenses du vieux centre. Les pièces mises en œuvre consistaient essentiellement en trébuchets et mangonneaux, imposantes machines projetant des boulets de pierre à l'aide d'un bras de balancier et d'un contrepoids ; les premiers, munis d'un contre-



poids articulé, étaient plus perfectionnés, puissants et précis que les seconds.

La petite ville de Martel, en Quercy, ne dérogea pas à la règle. Lorsque la municipalité commença à remettre en état ses fortifications, elle fit le choix, eu égard à ses moyens humains et financiers, de donner la priorité à la réfection et au renforcement des défenses du vieux centre ; les faubourgs ne furent pas négligés, mais les infrastructures que l'y on édifia n'étaient pas particulièrement massives : l'enceinte fut réalisée en joignant de murs les façades des bâtiments donnant vers l'extérieur, en murant leurs ouvertures et en aménageant des superstructures charpentées sur leurs parties hautes ; dans le secteur nord, cette enceinte ne fut constituée que d'une levée de terre surmontée d'une solide palissade. Même si des fossés ou des escarpes furent creusés devant la totalité de ce périmètre fortifié, l'ensemble n'assurait véritablement que la sécurité quotidienne des habitants et des activités faubouriens. En effet, non seulement il était trop faible pour contrer les actions d'une véritable armée de siège, mais de plus la ville ne disposait pas des effectifs pour le garnir avec un personnel en nombre suffisant.

Il était donc, comme ailleurs, prévu que les fortifications des faubourgs seraient franchies par un assaillant suffisamment puissant et que, dans ce cas, la résistance de la ville aurait lieu sur l'enceinte du vieux centre. Dans les autres localités de la région, les choix faits pour le placement des machines d'artillerie à balancier destinées à tirer sur les faubourgs correspondaient à la volonté de renforcer les défenses des portes les plus importantes, points sensibles entre tous. Par rapport à ces autres centres urbains, Martel présentait une topographie spécifique : d'une part, la vieille ville et ses quartiers périphériques étaient situés sur un terrain qui, sinon plat, ne présentait que des dénivelés très réduits ; d'autre part les faubourgs, tout comme les portes, étaient répartis sur le pourtour de la vieille enceinte de manière relativement égale. Si les Martelais avaient procédé comme dans les localités voisines, ils auraient disposé une pièce face à chaque porte, mais ce n'était pas ici la solution la plus adaptée, tout d'abord car cela signifiait la mise en œuvre de trois ou quatre machines, là où les villes équivalentes n'en avaient habituellement que deux : alors que l'on manquait d'infanterie sur les murailles, on ne pouvait se permettre d'immobiliser des effectifs trop importants au service de l'artillerie, qui ne nécessitait certes que quelques servants, mais qui avait surtout besoin d'une lourde logistique ; d'autre part, une telle option ne pouvait être mise en œuvre immédiatement car le vieux centre ne disposait pas du nombre suffisant d'emplacements adéquats pour mettre toutes ces pièces en batterie.

En avril 1356, soucieux de trouver une solution adaptée à leur problème tactique, les magistrats municipaux s'adressèrent à un maître-artilleur pour qu'il les conseille. C'est sans doute lui qui leur suggéra de construire un seul trébuchet pouvant tirer dans toutes les

directions et ainsi battre l'ensemble des faubourgs.

Le trébuchet multidirectionnel : une pièce aux performances exceptionnelles.

Les documents martelais, très complets, nous renseignent avec précision sur la fabrication de cette pièce d'artillerie. Son coût total se monta à 151 livres, 4 sous et 1 deniers, soit l'équivalent de 1871 journées de salaire de manœuvre, ce qui représentait aussi 25 % des sommes consacrées aux fortifications durant l'exercice 1356. Il fallut environ trois mois pour l'achever.

Signe que l'on voulait la plus grande qualité de réalisation, les artisans qui furent employés étaient tous très qualifiés, qu'il s'agisse du maître-artilleur, qui se chargea de la conception de l'engin et de la supervision des travaux, des charpentiers qui réalisèrent les différentes parties avant d'en assurer le montage, ou du maçon qui fut chargé d'édifier le bâti en pierre destiné à supporter la machine. Ce dernier était toujours une pièce importante, car les engins à balancier classiques devaient être posés sur de solides surfaces planes pour pouvoir être pointés en azimut par ripage, mais ici le travail demandait une qualité supérieure : cette embase devait en effet recevoir l'axe permettant la rotation complète du trébuchet, ainsi qu'une grosse meule de pierre pour le stabiliser. Enfin, les autres constituants, pièces en cuir, cordes, etc., furent soit réalisés par des artisans locaux, soit achetés à Brive-la-Gaillarde. Parmi les travaux annexes effectués durant ce chantier, il faut noter l'agrandissement de la place où le trébuchet fut installé, certaines constructions périphériques empêchant sa rotation totale.

Les mentions documentaires nous permettent de situer la masse du contrepoids de l'engin entre 15,4 et 25,2 tonnes, ce qui le plaçait dans la catégorie des pièces les plus lourdes. Depuis son emplacement, situé place de la Bride, au centre de la ville, sa puissance devait lui permettre, à minima, de lancer ses projectiles à environ 220 mètres, distance en-dessous de laquelle il aurait été totalement inutile, mais ses performances étaient sans aucun doute bien supérieures. En effet, lorsque l'on sait que la réplique du trébuchet Warwolf, réalisée par Renaud Beffeyte en 1998, n'avait besoin que d'un contrepoids de 6 tonnes pour envoyer des boulets de 140 kilos à 220 mètres, on peut raisonnablement estimer que les 15 à 25 tonnes de celui de la machine martelaise lui permettaient l'utilisation de projectiles plus lourds avec une portée plus grande. La chose ne serait pas anormale : il est établi que le grand trébuchet en service à Périgueux en 1398 tirait des boulets de 293 kilos à une distance évaluée entre 280 et 300 mètres.

Pour la défense martelaise, disposer d'un trébuchet capable de tirer dans toutes les directions jusqu'à 280-300 mètres était particulièrement intéressant, car cela mettait 85 % du bâti des quartiers périphériques dans son champ de tir potentiel, plus de très grandes surfaces ouvertes aux abords de la ville. Cette possibilité de battre des étendues dépourvues de constructions aurait été peu rentable avec un trébuchet classique très lent à pointer en azimut, mais dans le cas présent cela aurait pu se révéler un atout non-négligeable : les tirs

pouvant être délivrés et réglés rapidement, toute structure d'assaut ennemie implanté dans ces secteurs aurait aisément été prise à partie sans mettre en défaut la capacité de la machine à tirer sur les faubourgs, son système de rotation lui permettant de changer d'objectif en très peu de temps.

Tout ceci faisait du trébuchet martelais une pièce d'artillerie aux performances exceptionnelles. Il est peu probable qu'elle ait été la seule du royaume à être capable du tir multidirectionnel, mais elle fut sans doute l'une des plus puissantes à disposer de cette capacité. Malheureusement, l'état actuel des recherches en archives ne permet pas de l'affirmer catégoriquement, faute d'éléments de comparaison.

A l'usage : un marteau pour tuer une mouche.

Les nombreux documents concernant la maintenance du trébuchet jusqu'en 1362 montrent qu'il fut utilisé, au moins pour des essais réguliers : remplacements de la verge, de la fronde, des cordes, réparations du frein de tir, de la huche du contrepoids, du système de déclenchement… Or Martel, comme la plupart des autres villes de la région, ne fut pas assiégée durant cette période ; elle eut en revanche à faire face à des actions menées par des compagnies anglaises opérant dans les parages, avec coups de main et autres embuscades aux portes ; des mentions indiquent que, durant ces périodes à risque, l'engin était chargé et tenu prêt à tirer en permanence au cas où elles auraient réussi à pénétrer dans les faubourgs ; ceux-ci faisaient en effet partie de leurs objectifs habituels : leurs fortifications imparfaites pouvaient être franchies dans le cadre d'assauts brutaux et très rapides, leur but étant alors de piller et de faire des prisonniers destinés à être rançonnés.

En fait, entre la mise en service du trébuchet et 1362, il semble que des Anglais n'arrivèrent à s'emparer d'un faubourg qu'à une seule reprise, le 16 mai 1359. En général, lorsqu'une compagnie ennemie prenait ainsi un quartier périphérique, elle n'y restait que le temps de le piller de fond en comble, c'est pourquoi il importait de la faire déguerpir le plus rapidement possible afin de limiter les déprédations. Pour l'en chasser prestement donc, les Martelais décidèrent de faire usage de leur artillerie lourde mais, plutôt que de faire tirer le trébuchet, ils firent donner un mangonneau qui, construit l'année précédente pour un autre besoin, était beaucoup moins puissant et donc moins destructeur pour les bâtiments. Ce choix est compréhensible car, s'ils avaient utilisé leur plus grosse pièce, les dommages occasionnés auraient été disproportionnés par rapport au but à atteindre ; or, il importait de ménager les biens des citoyens faubouriens, et ce pour deux raisons : la première était que leur poids politique était très important au sein de l'assemblée municipale, où ils s'opposaient régulièrement à leurs concitoyens du vieux centre car s'estimant beaucoup plus lésés qu'eux par la mise en défense ; la seconde était que, de toute façon, les propriétaires des immeubles dégradés ou démolis devraient être indemnisés à hauteur des préjudices subis… Alors que la commune avait de graves difficultés financières, la chose n'était pas anodine. D'autre part, il ne faut pas non plus négliger l'aspect du coût logistique avec en particulier le prix moindre de projectiles deux ou trois fois plus petits ; à titre d'exemple, une journée de tir du grand trébuchet de Périgueux, qui était d'une taille similaire à celui de Martel, consommait 26 tonnes de boulets à cadence maximum… Finalement, si l'on pouvait chasser les Anglais avec quelques projectiles qui, pesant seulement 80 ou 100 kilos, ne ruineraient pas totalement les bâtiments touchés, cela ne pouvait qu'être bénéfique pour les finances municipales ainsi que pour la paix sociale et politique, particulièrement précieuse durant cette période troublée.

Conclusion.

Le schéma de défense de Martel prévoyait la prise éventuelle des faubourgs dans le cadre d'un siège mené par une forte armée ; cette vision tactique était le fruit d'un raisonnement logique prenant en compte l'état des fortifications, les effectifs disponibles et les capacités théoriques maximum de l'ennemi. Une telle éventualité aurait repoussé le combat défensif sur une ligne de résistance ferme constituée par l'enceinte du vieux centre et il aurait alors fallu essayer d'interdire l'utilisation par l'adversaire des quartiers périphériques comme bases d'assaut. Seule l'artillerie à balancier pouvait délivrer des tirs assez puissants contre les infrastructures pour mener cette interdiction à bien. Le cas habituel consistait à placer une pièce face à chacun des secteurs les plus potentiellement dangereux mais, étant donné que la configuration topographique de sa ville s'y prêtait, la municipalité martelaise put faire un choix audacieux pour répondre à son besoin tactique : utiliser un seul trébuchet pouvant projeter un boulet de pierre pesant aux environs de 300 kilos à plus de 280 mètres sur 360 degrés.

Les formidables capacités techniques du trébuchet s'avérèrent cependant inutiles à l'usage : la ville ne fut pas assiégée et, lorsqu'une occasion se présenta de l'utiliser, la machine se révéla trop puissante par rapport

aux effets que l'on souhaiter obtenir et l'on préféra mettre en œuvre un autre engin plus simple et de taille plus réduite. Ainsi, l'analyse des dangers faite par les consuls avant 1356, sans être fausse sur le plan théorique, se révéla erronée au niveau pratique et le bijou technique qu'ils firent construire pour y correspondre, surdimensionné et inadapté. Dans ces conditions, son entretien dût progressivement apparaître comme une charge sinon inutile, tout au moins superflue. Les textes nous indiquent que sa maintenance fut assurée jusqu'en 1362, mais on ne trouve plus aucune trace de l'engin dans les documents postérieurs : la paix de Brétigny eut sans doute raison de lui…

CNE ® Nicolas Savy, docteur en Histoire.

La défense nucléaire, radiologique, biologique et chimique (NRBC)

Même si la volonté d'utiliser des substances toxiques pour combattre un ennemi remonte à quelques milliers d'années, la 1ère Guerre mondiale a engendré la création des premières armes de destruction massive : le 22 avril 1915 à Ypres, l'armée allemande a déversé des centaines de tonnes de chlore faisant des milliers de victimes. Rapidement les forces se sont également organisées pour mettre en œuvre des dispositifs de défense et de protection contre cette nouvelle arme chimique.

Au cours de la 2nde Guerre mondiale, le développement de nouvelles armes de destruction massive s'est accéléré avec notamment la mise au point par les Etats-Unis de l'arme nucléaire (employée en 1945 à Hiroshima et à Nagasaki) ainsi que d'armes biologiques (par exemple la production de bombes à l'anthrax par le Royaume-Uni et le programme de recherche japonais de l'Unité 731).

Cette course à l'armement a atteint son paroxysme durant la guerre froide entre l'Est et l'Ouest. Nos forces armées se sont ainsi organisées pour pouvoir appuyer ses formations de mêlée, en vue de survivre à l'emploi massif par l'ennemi d'armes dites « spéciales », c'est-à-dire nucléaires ou chimiques. Ainsi, depuis la création de l'Ecole militaire des armes spéciales en 1962, la défense nucléaire, biologique et chimique fait partie intégrante des préoccupations de l'armée de Terre.

La fin des années 90 et la première décennie du XXIe siècle ont été marquées par des catastrophes naturelles de grande ampleur (Séisme, tsunami, etc.), des incidents technologiques majeurs (Fukushima Daiichi, etc.), des attaques terroristes d'envergure (Secte Aum, etc.) ainsi que de nouvelles dynamiques pandémiques (SRAS, H5N1, etc.). Ce contexte a permis aux forces de prendre conscience que, outre les menaces militaires considérées comme classiques, chaque théâtre d'opération recèle également des risques industriels (radiologiques, biologiques ou chimiques) et environnementaux ainsi que des menaces protéiformes.

Enfin, en dépit des efforts politiques et diplomatiques pour les limiter, il est apparu ces dernières années que la prolifération des armes de destruction massive restait une réalité complexe. C'est pourquoi le domaine de la défense nucléaire, radiologique, biologique et chimique (NRBC) prend dorénavant en compte la lutte contre la prolifération des armes de destruction massive ou leurs effets possibles.

1. Définitions

La **défense nucléaire, radiologique, biologique et chimique (NRBC)** a pour but de participer à la prévention d'incidents NRBC, d'assurer la protection des forces suite à un incident de cette nature et de mettre en place les actions nécessaires pour un retour à une situation de risque acceptable. La défense NRBC recouvre l'ensemble des actions planifiées et/ou conduites dans ce but.

Ces incidents nucléaires, radiologiques, biologiques ou chimiques peuvent relever de deux types d'origine qu'il convient de définir.

La **menace NRBC** correspond à l'acquisition, à la possession, à la possibilité d'emploi et à la volonté d'utilisation d'armes ou de matières NRBC de façon malveillante ou à des fins d'agression par un adversaire. Cela concerne notamment l'usage des armes de destruction massive et leur prolifération :

- les armes nucléaires (et leurs effets mécaniques, thermiques, radiologiques et électromagnétiques) ;
- les bombes « sales » radioactives ;
- les armes biologiques (dispersion de virus, bactéries ou toxines) ;
- les munitions chimiques (déployées par obus, roquettes, missiles ou épandages).

Le **risque NRBC** représente un potentiel de danger matériel ou immatériel dont le déclenchement ou la propagation peuvent être involontaires (catastrophe naturelle, défaillance accidentelle, effets collatéraux de frappes amies, etc.) ou intentionnelles (actes de malveillance ou de terrorisme). Ainsi, les risques NRBC sont, entre autres, inhérents :

- aux installations industrielles nucléaires (avec des effets potentiels dus à l'irradiation ou à la contamination radiologiques) ;
- aux sources radioactives, identifiées ou non, (comme celles des installations médicales pour les radiothérapies, des paratonnerres ou des gammagraphes industriels) ;
- au risque biologique (laboratoires médicaux ou installations pharmaceutiques) et sanitaire (épidémie) ;
- aux installations industrielles chimiques (avec des effets potentiels dus à l'explosivité, l'inflammabilité, la toxicité ou la corrosivité des produits) ;
- à certaines munitions du champ de bataille (notamment les obus chimiques ou à l'uranium appauvri) ;
- au transport de matières dangereuses (radiologiques, biologiques ou chimiques).

2. Doctrine NRBC

La défense NRBC des forces terrestres s'inscrit prioritairement dans le cadre de l'appui aux forces déployées, de la protection de la population du territoire national et de la lutte contre la prolifération des armes de destruction massive.

Au niveau tactique, les forces terrestres doivent disposer d'une capacité NRBC interopérable dans un contexte interarmées et interallié en opération, ou interministériel sur le territoire national.

S'inscrivant dans le continuum des opérations des forces terrestres, l'ensemble des capacités de la défense NRBC des forces terrestres permet aux forces de poursuivre leurs missions, de préserver et restaurer leur capacité opérationnelle et de maintenir la liberté d'action du commandement.

La défense NRBC est une des trois composantes de la fonction opérationnelle « appui à l'engagement ». Plus précisément, la défense NRBC appuie l'engagement des forces lors des 4 modes tactiques du combat terrestre :

- en **offensif**, elle appuie directement les unités de contact, reconnaît tous les points d'intérêts NRBC et installe un dispositif de décontamination au plus près de la zone de contact ;
- en **défensif**, seuls les points les plus sensibles feront l'objet d'une attention et le dispositif de décontamination sera organisé dans la profondeur ;
- en **sécurisation**, elle focalisera son action sur les fouilles et les reconnaissances approfondies pour dépolluer les sites qui le nécessitent ;
- en **assistance**, elle assurera les missions d'évaluation, de sécurisation et de formation.

En tant que composante de la fonction opérationnelle « appui à l'engagement », la défense NRBC regroupe des structures, des effectifs, des équipements, des compétences et des procédures ayant une finalité commune en termes d'effets à produire.

Il convient de noter que toute capacité NRBC est constituée pour un temps donné en vue de conduire une ou plusieurs actions successives voire simultanées ; sa composition doit donc pouvoir évoluer en fonction des effets à produire, de la menace et de l'environnement dans lequel il est engagé.

La défense NRBC des forces terrestres comprend trois niveaux, complémentaires, de capacité :

- la défense NRBC **générique** : elle est constituée des moyens de détection, de protection et de décontamination (immédiate et opérationnelle) propre à chaque combattant ou à chaque unité élémentaire ;
- la défense NRBC **qualifiée** : elle repose sur les cellules NRBC des SGTIA, GTIA et états-majors, dont les personnels sont formés pour la gestion d'un événement NRBC ; elle encadre les capacités de défense NRBC génériques et agit comme courroie de transmission entre les combattants et les unités de défense NRBC spécialisées ;
- la défense NRBC **spécialisée** : elle complète les défenses génériques et qualifiées par l'apport d'une expertise NRBC, de synergies EOD-NRBC, de capacités de reconnaissances mobile embarquée ou d'évaluation, de décontamination approfondie, d'investigation NRBC ou SIBCRA (*Sampling and Identification of Biological, Chemical and Radiological Agents*). Elle repose sur le 2e régiment de Dragons (2e RD) et sur les unités médicales de décontamination des armées (UMDA) du régiment médical (RMED).

Il convient ainsi de relever que, en conformité avec les normes de l'OTAN, une distinction est dorénavant faite entre les capacités NRBC génériques et qualifiées, qui recouvraient autrefois à elles deux l'appellation « défense NBC TTA ».

3. Le 2e régiment de Dragons

Outre le RMED, la défense NRBC spécialisée au sein de l'armée de Terre, repose principalement sur le 2e régiment de Dragons (2e RD), dont ses détachements de liaison (DL).

Ce régiment de défense NRBC est né le 1er juillet 2005 de la fusion du groupe de défense nucléaire biologique et chimique (GDNBC), stationné à Draguignan, avec le 2e RD, plus ancien régiment de cavalerie de France stationné à Fontevraud-L'abbaye. Il devient ainsi l'unique régiment de l'armée de Terre organisé pour faire face aux menaces et aux risques NRBC.

Les missions du 2e RD s'articulent sur quatre axes :

- appuyer les forces armées sur les théâtres d'opération contre les menaces et risques NRBC ;
- participer à la lutte contre la prolifération des armes de destruction massive ;
- contribuer à la protection des populations civiles, y compris sur le théâtre national ;
- participer aux missions de sécurité en métropole et en outre-mer.

Fort d'environ 1000 hommes, le 2e RD est organiquement articulé comme suit :

- 1 escadron de commandement et de logistique ;
- 5 escadrons mixtes de défense NRBC composés chacun de trois capacités :
  - 1 peloton d'équipes de reconnaissance et évaluation (ERE) ;
  - 1 peloton de reconnaissance mobile embarquée (RECO) ;
  - 2 pelotons de décontamination (DCT) ;
- 1 escadron de réserve, en appui des pelotons de décontamination d'active.

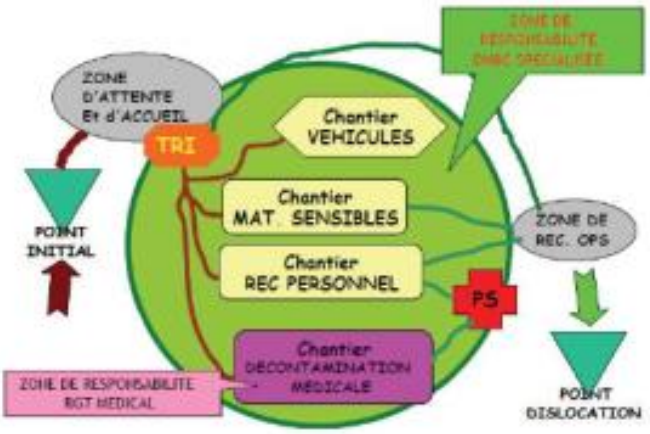
En fonction des besoins, le 2e RD peut constituer, à partir de ces unités organiques, des « modules » de défense NRBC autonomes et insécables (dont le volume varie de l'équipe jusqu'au groupe d'escadrons) et les projeter auprès du commandement adéquat.

Les **équipes de reconnaissance et d'évaluation (ERE)**, ou *Light Role Team (LRT)* en anglais, axées sur la prévention des risques et l'expertise technique, permettent d'évaluer les risques NRBC technologiques et naturels ainsi que les menaces terroristes NRBC en vue de conseiller le commandement. Evoluant principalement à pied et pouvant facilement être héliportées, elles sont capables de reconnaître une zone, d'effectuer des prélèvements et d'identifier précisément les dangers. Ces équipes sont ainsi no-

tamment employées pour les missions de prélèvement SIBCRA (*Sampling and Identification of Biological, Chemical and Radiological Agents*) qui permettent d'apporter des preuves irréfutables de prolifération ou d'attaque NRBC aux plus hautes autorités politiques et militaires afin qu'elles puissent décider en conséquence des réponses à apporter.

Les **patrouilles de reconnaissance mobile embarquée (RECO)**, équipées de véhicules de l'avant blindé de reconnaissance NRBC (VAB RECO NRBC), visent à obtenir des renseignements par observation ou par d'autres méthodes, en vue de confirmer l'absence ou la présence de risques, de dangers ou d'attaques NRBC. Ces méthodes peuvent comprendre la collecte de renseignements sur la présence ou l'utilisation d'armes ou dispositifs NRBC ou sur les dangers connexes, ou des données météorologiques pour la prévision des dangers NRBC. Pour information, le programme Scorpion prévoit la conception d'un Griffon de reconnaissance NRBC dédié à remplacer les VAB RECO NRBC.

Les **pelotons de décontamination (DCT)** effectuent la décontamination approfondie des unités ayant subi un événement NRBC. Il s'agit de mettre en place et de gérer les chantiers de décontamination des véhicules, des personnels et des petits matériels et matériels sensibles, ainsi que dans certaines conditions les plots de décontamination des aéronefs. L'objectif est de pouvoir lever tout ou partie des mesures de protection prises en zone contaminée afin de poursuivre la mission avec un maximum d'efficacité. Ces pelotons sont principalement dotés de véhicules légers de reconnaissance et d'appui NRBC (VLRA NRBC) et de systèmes de décontamination approfondie (SDA) pour la décontamination des véhicules ainsi que de centres de reconditionnement du personnel (CERPE) pour la décontamination des personnels valides. Pour information, la décontamination approfondie des personnels blessés est réalisée par le Service de santé des armées dans des unités médicales de décontamination des armées (UMDA) mises en œuvre par le régiment médical (RMED) au sein d'un site dit « élargi » de décontamination.



Le 2e RD est ainsi appelé à mettre sur pied des modules de défense NRBC, dont la taille et la composition est adaptée au niveau d'emploi et de menace, voire à constituer le noyau d'un bataillon NRBC multinational. Le 2e RD peut intervenir tant en appui des forces terrestres engagées sur un théâtre d'opération extérieure qu'au profit du territoire national en renfort des moyens de la sécurité civile.

Dans ce cadre, un détachement de liaison (DL) est systématiquement associé à un module NRBC projeté afin de définir la mise en œuvre des moyens spécialisés pour réaliser un effet proposé par la cellule NRBC (défense qualifié) d'un état-major de forces. Pour se faire trois types de détachements peuvent être projetés (avec un effectif de une à cinq personnes) :

- Un détachement de liaison et de mise en œuvre (DLMO) : Elément de commandement d'appui spécialisé, intégré au sein d'un état-major de niveau 1, 2 ou 3 et cumulant les fonctions d'équipe de liaison et de cellule de mise en œuvre du détachement du 2e RD ;
- Un détachement de liaison et de Commandement (DLC) : Le DLMO devient DLC et cumule alors la mise en œuvre du module selon la manœuvre définie par l'état-major et le commandement du module, notamment lorsque le DL est incarné par le CDU lui-même pour des modules projetés de taille inférieure à l'unité élémentaire ou lorsque l'action de plusieurs modules projetés doit être coordonnées ;
- Un détachement ou équipe de liaison tactique : Elément à compétence généraliste ayant vocation à coordonner l'action du 2e RD auprès d'un état-major de niveau 1 ou opératif (par exemple le bataillon NRBC de la NATO Response Force au LCC).

4. Opérations récentes de défense NRBC

Même si historiquement la défense NRBC s'est construite essentiellement sur les menaces chimiques et nucléaires depuis les deux Guerres mondiales, il convient de noter que depuis 2005 (date de la création du régiment de défense NRBC) les principaux déploiements du 2e RD dans son cœur de métier (à l'exclusion des opérations conjointes avec les forces spéciales, classifiées) ont concernés les risques biologiques : il s'agit des opérations « Tamarin » et « Résilience ».

L'opération « **Tamarin** » a été la contribution française à la lutte contre l'épidémie de virus Ébola qui se propageait depuis 2014 en Guinée.

A cet effet un centre de traitement des soignants (CTS), dédié au personnel africain et international participant à cette lutte, a été construit en décembre 2014.

Le fonctionnement de ce centre, comprenant notamment 10 lits, pouvant accueillir des soignants atteints d'Ebola, a été assuré par près de 130 militaires, dont 25 issus du 2e RD et 70 issus du service de santé des armées (SSA) et du régiment médical (RMED).

En juillet 2015, le 2e RD appuyé par le RMED a procédé à la fermeture complète du CTS après avoir réalisé une décontamination approfondie certifiée par l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

Lancée le 25 mars 2020, l'opération « **Résilience** » constitue la contribution des armées à l'engagement interministériel contre la propagation du Covid-19 en métropole et en outre-mer.

Le 2e RD y est engagé exclusivement sur le segment de la désinfection afin de disposer d'une force de frappe notable. Jusqu'à 22 équipes de désinfection, représentant environ deux cents hommes, ont ainsi été déployées sur le territoire métropolitain, en outre-mer (Antilles, Réunion, Mayotte, Polynésie et Nouvelle-Calédonie) ainsi qu'à l'étranger auprès de forces de présence (Emirats arabes unis et Djibouti) et de l'opération « Barkhane » pour appuyer les autorités locales.

Depuis le début de l'épidémie, ces équipes ont réalisées environ 200 opérations de désinfection, dont notamment le porte-hélicoptères amphibie Tonnerre qui a transporté des malades entre Ajaccio et Marseille, les hélicoptères NH90 Caïman du 1er régiment d'hélicoptères de combat (1er RHC) qui ont permis l'évacuation de malades, ainsi que du porte-avion Charles De Gaulle.

Le 2e RD se tient également prêt à intervenir pour désinfecter l'élément militaire de réanimation (EMR) de Mulhouse, déployé en urgence en mars 2020 par le SSA avec le soutien du RMED, une fois qu'il n'accueillera plus de patients.

CNE® Philippe BRONSART

ORSEM, 133e Promotion COL Fred MOORE

Références :

- *DIA-3.8(A) « NRBC »*
- *NRBC 20.000 « Doctrine de la défense NRBC des forces terrestres »*
- *NRBC 34.001 (TTA 601) « Manuel de défense NBC – Volume 1 »*
- *NRBC 55.111 « Le mémento d'emploi de l'escadron DNRBC »*
- *NRBC 60.201 « Matériels et équipements de défense NRBC »*
- *Lettre du RETEX–OPÉRATIONS n° 32*
- *Site internet https://www.defense.gouv.fr*

Principaux matériels de la défense NRBC spécialisée

VAB RECO NRBC *Véhicule de l'avant blindé de reconnaissance NRBC* 	Mission : Reconnaissance NRBC d'itinéraires, de zones et de sites.
	Equipements : Châssis VAB ; 1 mitrailleuse 12,7 mm ; blindage contre les armes de petits calibres ; système de pressurisation et de filtration NRBC ; 1 radiamètre (SUK SUR 470) relié à 2 sondes de mesure externes ; 1 spectromètre de masse relié à 1 sonde externe de prélèvement (capable d'identifier plus de 1000 composés chimiques) ; 1 mât météo télescopique ; 1 système de pose de balises.
	Equipage : 1 chef d'engin, 1 pilote et 2 opérateurs NRBC.
	Caractéristiques : Autonomie 900 km ; vitesse max 92 km/h sur route et 30 km/h tout terrain ; longueur 6,60 m ; largeur 2,54 m ; hauteur 2,90 m ; masse à vide 12 t.
VLRA NRBC F2 *Véhicule léger de reconnaissance et d'appui NRBC* 	Mission : Décontamination NRBC approfondie de véhicules.
	Equipements : Châssis ACMAT VLRA 6X6 ALM de 12 t ; 1 groupe léger de décontamination (GLD F2) générateur d'eau chaude sous pression (90°C à 100 bars) ou de vapeur (sèche ou humide) ; 1 motopompe ; 1 citerne de 3 m^3.
	Equipage : 1 chef d'équipe et 2 servants NRBC.
	Caractéristiques : Aérotransportable ; autonomie 1400 km ; vitesse max 90 km/h ; masse à vide 8,5 t ; charge utile 3,3 t.
SDA *Système de décontamination approfondie* 	Mission : Décontamination NRBC approfondie de véhicules et de routes.
	Equipements : Châssis TRM 10 000 ; 1 groupe léger de décontamination (GLD F2) générateur d'eau chaude sous pression (90°C à 100 bars) ou de vapeur (sèche ou humide) ; 1 nacelle élévatrice (jusqu'à 12 m de hauteur et avec un déport de 8,80 m) ; 2 cuves de 1,5 m^3 ; 1 rampe de décontamination du sol.
	Equipage : 1 chef d'équipe et 2 servants NRBC.
	Caractéristiques : Autonomie 1000 km ; vitesse max 80 km/h ; PTC 25 t ; longueur 9,31 m ; largeur 2,50 m ; hauteur 3,84 m.
CERPE *Centre de reconditionnement du personnel* 	Mission : Décontamination NRBC approfondie de personnels valides, de petits matériels et de matériels sensibles.
	Equipements : Conteneur 20 pieds avec système d'élévation intégré ; 1 groupe électrogène ; 1 ensemble de climatisation et de chauffage ; 1 système d'identification informatique des personnels décontaminés ; bâches et pompes pour l'alimentation en eau et la récupération des effluents contaminés.
	Equipage : 2 chefs de groupe et 10 servants NRBC.
	Caractéristiques : Aérotransportable ; mise en œuvre en ~45 min ; déploiement sur ~800 m² (terrain de hand-ball) ; 3 couloirs de douches sur 2 travées ; traitement de ~30 militaires en T3P par heure.

FICHE DE LECTURE

Titre de l'ouvrage	**Justice pour ceux de 1940**
Auteur(s) - Edition	**Général A. LAFFARGUE – Charles-Lavauzelle & Cie, 1952**
Réf. bibliothèque	**néant**
Rédacteur	**CES LAFONTAINE Eric – 124 promotion - 1ère session**
Date de rédaction	**10 - 12 - 2010**

1/ L'AUTEUR

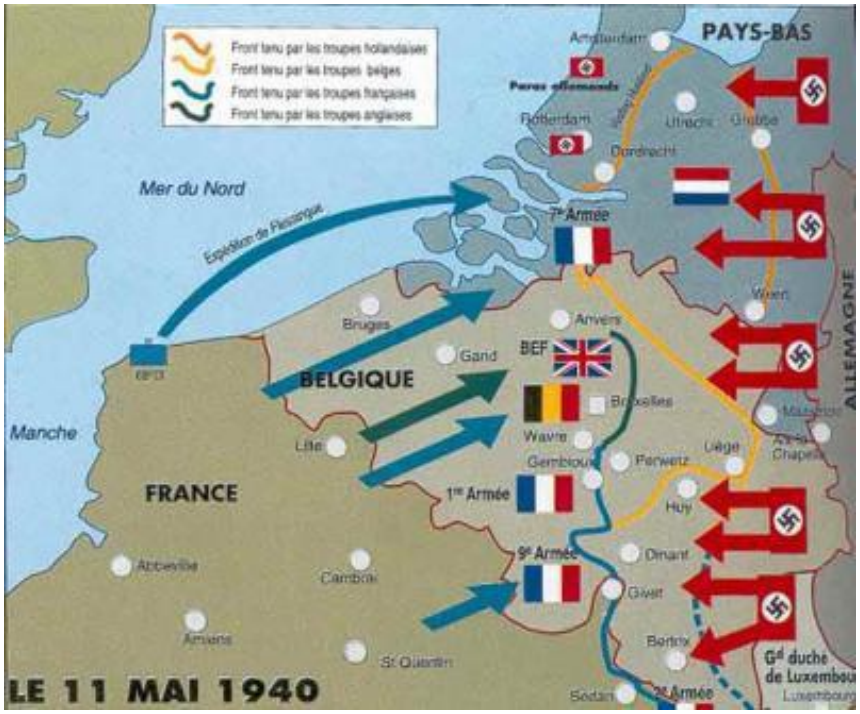
Né en 1891, André Laffargue entre à Saint-Cyr en 1911, après des études au lycée d'Agen. En décembre 1913, il est affecté en tant que sous-lieutenant au 153ème régiment d'infanterie de Toul. Engagé dans la première guerre mondiale, il combat notamment dans les Flandres puis en Artois, où il est blessé à la jambe. C'est à cette époque qu'il rédige ses premiers essais Étude sur l'attaque dans la période actuelle de la guerre, Impressions d'un commandant de compagnie, et Conseils aux fantassins pour la bataille. Il expose notamment sa théorie sur l'infiltration selon laquelle, dans une attaque de tranchée, la première vague d'assaut doit uniquement repérer les éléments adverses et laisser le soin d'attaquer aux suivantes. Il entre ensuite au GQG au 3e bureau, le Bureau des Opérations. Début 1917, il rejoint l'État-major d'une division d'infanterie. Après la guerre, André Laffargue poursuit sa carrière militaire. De 1922 à 1924, il suit l'Ecole Supérieure de Guerre et après avoir servi au cabinet militaire du maréchal Joffre, il rejoint l'état-major du général Weygand au sein de l'Armée du Rhin. C'est à cette époque, qu'il rédige Les leçons du fantassin et le livre du soldat, ouvrages qui seront réédités sans interruption jusqu'en 1951 (214 éditions au total).

En 1940, il commande une demi-brigade de chasseurs. Il s'illustre notamment dans la poche de Saint Valéry-en-Caux. Encerclé par les Allemands, après avoir rendu la liberté à ses chasseurs, il réussit, avec deux de ses hommes, à rejoindre les lignes françaises après avoir passé plus de deux semaines au milieu de l'ennemi. Nommé inspecteur de l'infanterie par le général Weygand, il s'attèle dès l'été 1940, à préparer la revanche. Commandant les troupes des Alpes, il est, avec le général de Lattre, le seul à réagir à l'invasion de la zone libre. Nommé par le général

Giraud chef de la résistance de l'armée (ORA) dans les Alpes, il échappe de peu à une arrestation par la Gestapo. Replié dans le sud-ouest, il rejoint l'état-major de la 1ère Armée après le débarquement de Provence. Il participe ainsi à la planification des opérations en Alsace (réduction de la poche de Colmar) et termine la guerre par la chevauchée vers le Rhin et le Danube. Avec l'autorisation du général de Lattre, il témoigne, en uniforme de la 1ère Armée, pour la défense du maréchal Pétain, lors de son procès. Ce plaidoyer lui vaut d'être mis, dès le lendemain, en disponibilité. Il est réintégré quelques temps après et reprend les fonctions d'inspecteur de l'infanterie. Il termine sa carrière en 1951. Il continue à écrire sur les thèmes militaires et historiques et collabore de 1962 à 1982 au journal Le Monde. Il est reconnu notamment pour son observation fine des conditions de la guerre moderne mettant en exergue les difficultés de l'armée française à s'y adapter. Il s'éteint en 1994, à 103 ans.

2/ SYNTHESE DE L'OUVRAGE

L'auteur développe dans ce livre, écrit en 1952, une thèse assez originale, ou en tout cas bien éloignée des idées de l'époque, sur les raisons de la défaite française de 1940. Au lieu de faire reposer la défaite sur les forces, leur état d'entraînement ou leur soi-disant faiblesse morale, sa théorie met en



exergue les difficultés stratégiques auxquelles a du faire face le haut commandement ; difficultés qui l'a conduit à des décisions fatales pour nos armées. Le général Laffargue estime notamment qu' « il eût probablement suffi que la manœuvre « Breda » ne fût point exécutée et que l'on s'en tînt à la manœuvre « Dyle » pour que le sort des armées fût radicalement changé et pour que l'armée de 1940 fût une armée victorieuse ». Pour ce faire, l'auteur développe son ouvrage en cinq parties bien distinctes. Il étudie successivement l'incompréhension du pays en 1940, la valeur de l'armée, un état des lieux des doctrines française et allemande, une étude sur le comportement de l'armée de 1939-1940 dans la bataille et enfin les causes de la défaite.

21/ L'incompréhension de la population de 1940 face à son armée

Ce décalage provient tout d'abord d'une population qui n'a finalement pas connu la guerre mais uniquement la débâcle, qui n'a pas vu les combattants, pour bon nombre faits prisonniers, mais qui a simplement assisté au reflux des non combattants de l'arrière démobilisés. Cette incompréhension fut relayée ensuite par les anciens. Les vétérans de la première guerre mondiale ne se reconnaissaient pas dans les jeunes générations trop vite vaincues. N'ayant pas vu la bataille, ils ont jugé ces hommes par la débâcle, tirant de là des conclusions souvent erronées. Enfin, ce décalage s'est intensifié par les nombreuses fausses idées propagées très rapidement ; l'auteur cite notamment un propos qu'il a souvent entendu murmurer : « ce n'est pas étonnant que nous ayons été battus, les officiers se sont sauvés dans leurs autos avec des femmes ». Si les officiers de l'intérieur, réservistes anciens, souvent mobilisés sur place, étaient pour la plupart en famille sur la garnison, les quelques familles qui s'étaient rapprochées de la ligne de front, en dépit des interdictions, avaient toutes quitté la zone des combats avant que s'opère la retraite..

22/ La valeur de l'armée mobilisée en 1939.

La troupe de 1939 : « un troupeau docile mené par de bons bergers » Si la troupe, composée de 4/5 de réservistes, était très insuffisamment préparée, elle conservait néanmoins, bien plus que celle de 1914, une expérience de la guerre grâce d'une part à la réglementation inspirée des enseignements de 1918 et d'autre part à la forte proportion d'officiers de grande qualité ayant connu le premier conflit ou ayant participé aux campagnes du Maroc et de Syrie. Cette insuffisance de l'instruction, marque d'une regrettable faiblesse, n'a globalement pas porté atteinte au moral des troupes engagées en première ligne. Ainsi, « tandis que les mobilisés trouvaient (…) des officiers d'active pour exalter ce qu'ils avaient en eux de meilleur, à l'arrière les ouvriers trouvèrent, au contraire, trop souvent un climat et des meneurs qui développaient les plus mauvais ferments ».

Des états-majors d'une rare qualité. Contrairement aux idées reçues, même si tout n'était pas parfait, la valeur des états-majors français était avérée. Ils combinaient une réelle force de travail et une remarquable intelligence d'esprit. Ils avaient maintenu, depuis la fin du premier conflit mondial, un entraînement continu et soutenu. En définitive, en 1939, « nous n'avons jamais eu un corps d'officier d'état-major aussi homogène et aussi exercé ». Le recrutement pour les postes de commandement fut plus délicat, puisqu'il fallait mettre un chef à la tête

des 165 commandements de grande unité. Mais tous avaient été confrontés à la guerre de 1914-1918. La prédominance des aptitudes intellectuelles tendait malgré tout à un commandement quelque peu bureaucratique. Enfin, l'une des clés du désastre de 40 réside selon l'auteur dans la personne du commandant en chef, le général Gamelin, qui contrairement au général Joffre en 1914, n'a pas eu le même rayonnement sur ses hommes.

Une mobilisation industrielle trop tardive : cause principale d'une armée mal équipée. Tandis que l'effort industriel allemand débute en 1933, la France remet en route en 1936 ses usines d'armement. Mais freinée par une désorganisation importante, l'efficacité de production ne sera jamais atteinte, brutalement stoppée par l'invasion de mai-juin 1940. L'armée française souffre donc en 1940 d'un certain manque d'équipements. Si l'infanterie était correctement équipée, c'est contre le char qu'elle était la moins robuste, manquant cruellement de moyens anti-char. La défense antiaérienne était, elle aussi, particulièrement déficiente et cette carence fut accentuée par l'absence quasi-totale de l'aviation. Les chars SOMUA et B1-B1 bis étaient encore en nombre insuffisants. Seule l'artillerie française surpassait très largement celle de la Wehrmacht.

23/ Les doctrines stratégiques en présence

La stratégie allemande du bélier : une chance provoquée.

Pour l'anéantissement de la Pologne, la première phase du conflit, l'Allemagne allie avec intelligence la stratégie défensive de la ligne Siegfried à l'Ouest, visant à immobiliser l'armée française, avec la stratégie offensive à l'Est de la Blietzkrieg. Pour cette dernière, l'emploi conjugué du Stuka, en préparation de l'attaque, avec le char engagé pour la première fois en masse blindé – les Panzerdivision – s'avère être d'une efficacité redoutable. Cette stratégie, redoutable face à un adversaire considéré comme faible, n'était pas celle souhaitée par bon nombre de généraux allemands pour s'engager sur le front occidental. Elle était estimée trop hasardeuse ; mais Hitler n'hésitera pas à reproduire à l'Ouest avec audace et chance cette forme d'engagement.

La stratégie française de la digue : une sage doctrine défensive.

Face à cela, s'appuyant sur une incontestable supériorité des feux indirects, les armées françaises souhaitent imposer aux Allemands une guerre des positions fortifiées. Cette stratégie paraissait particulièrement adaptée au surnombre de l'ennemi dans la mesure où « durer » permettait d'attendre l'engagement tardif mais décisif des anglo-saxons. Ainsi le général Laffargue affirme : « il ne restait donc à notre commandement d'autre solution que de pratiquer la stratégie de la « digue » pour arrêter l'inondation ». Cet engagement repose sur trois principes : une ligne de défense continue et résistante, des renforts pour faire face aux fortes pressions et des moyens de contre-attaque pour repousser les « fuites ».

24/ Le comportement de l'armée de 1939-1940 dans la bataille

La bataille de mai 1940

L'engagement en septembre 1939 fut conforme à la

planification. Contrairement aux idées reçues, les troupes profitèrent de cette période de guerre pour parfaire leur entraînement. Mais en mai 1940, « le coup de bélier de neuf Panzer division » venait totalement bouleverser notre défense. Si la I ère armée résiste tant bien que mal sur le plateau de Gembloux ; à Dinant, sans réserve efficace, l'aile droite de la IXème armée est anéantie au Nord – la 1ère division cuirassée donnée en renfort sera immobilisée faute d'essence - et à Sedan c'est l'aile gauche qui cède. Sept Panzer Division auront eu raison, en quelques jours, d'une soixantaine de divisions alliées (hollandaise, belge, britannique et française). Selon l'auteur, cette défaite repose très clairement sur l'engagement français au Nord dans les plaines de Belgique. En effet, celui-ci a conduit à l'appauvrissement excessif du front entre Namur et Sedan, les Allemands utiliseront cette faille pour engager leurs sept Panzer Division. Face à ce déferlement, la troupe n'a pas failli mais a montré plutôt une certaine résistance.

La bataille de juin 1940

Alors que tout était particulièrement mal engagé, le général Weygand accepta de prendre le commandement. Il tenta des sortir les armées du Nord de l'encerclement tout en préparant la défense du reste de la France. Son ordre aux armées du 26 mai est sans équivoque sur la combativité demandé à ces troupes. « La bataille (…) sera livrée sans esprit de recul (…). Tous les chefs, (…) doivent être animés du désir de se battre sur place jusqu'à la mort ». L'action de Weygand sera vaine mais les exemples nombreux d'unités héroïques ayant participé à cette bataille atteste du courage de ces combattants.

25/ Les raisons de la défaite

Les causes immédiates : une stratégie militaire malheureuse.

La stratégie défensive établie par la France était logique et surtout sage compte-tenu de la situation générale et des moyens disponibles. Le dispositif était donc cohérent jusqu'à ce que le général Gamelin, contre l'avis du général Georges, commandant en chef du front nord-est, décida l'engagement de la VIIème armée dans la manœuvre « Breda ». C'est cette réduction de l'épaisseur de la digue qui conduira à la percée irrémédiable de la Wehrmacht. Sans cet affaiblissement, les armées françaises auraient sans doute eu la capacité de tenir jusqu'à l'arrivée d'autres renforts.

Les causes fondamentales

« Jusqu'au 10 mai les ouvriers n'ont rien f… Depuis le 10 mai, ils ont compris, maintenant ils travaillent trop, même, on a peur qu'ils se crèvent ! » Ces paroles prononcées de vive voix par un chef de bataillon spécialiste de l'armement au général Laffargue sont révélatrices des causes profondes de la défaite. En réalité, « la drôle de guerre » avait sévi, un décalage immense s'était installé entre le front à l'Est qui attendait l'ennemi et les arrières qui, en mai 1940, ne croyaient toujours pas au conflit.

3/ ANALYSE – AVIS DU REDACTEUR

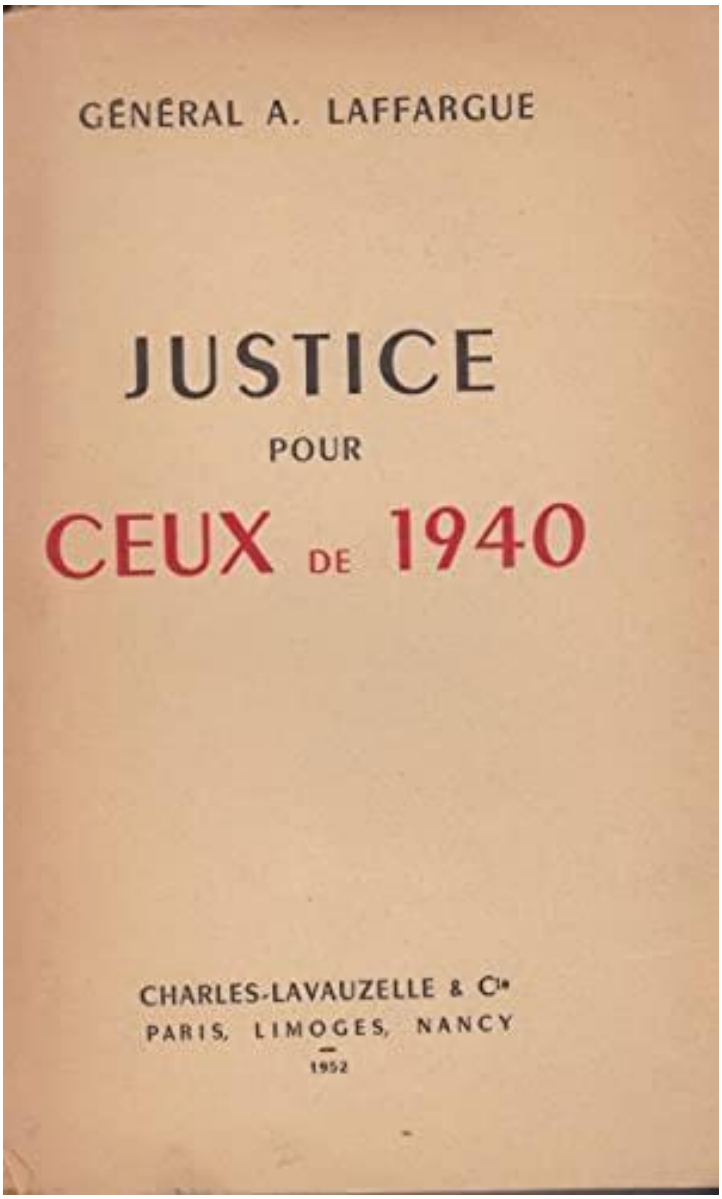
Cet ouvrage, écrit dans un style littéraire remarquable tout en restant à la portée d'un très large public, a conservé, malgré le temps, toute sa pertinence. Il offre notamment l'intérêt de développer une thèse qui reste, aujourd'hui encore, assez peu répandue. L'auteur s'oppose à l'idée d'une défaite liée à la faible valeur de la troupe et défend l'idée selon laquelle l'engagement en Hollande de la 7ème armée du général Giraud a été fatal à notre stratégie générale défensive.

Si un point spécifique de l'ouvrage peut aujourd'hui sans aucun doute être contesté, la démonstration dans son ensemble reste aboutie et très bien ficelée. Ainsi, le lecteur est à la fin de l'ouvrage définitivement conquis par le raisonnement de l'auteur.
Certes, l'étude quantitative comparant les capacités blindées françaises et allemandes parait aujourd'hui trop superficielle et conduit à des conclusions assez contestables . Si les doctrines d'emploi des chars étaient effectivement bien différentes, aujourd'hui, d'un point de vue historique, il est communément admis qu'il existait, en mai 1940, un équilibre qualitatif et quantitatif entre les chars français et allemands de nouvelle génération.

Malgré cela, la thèse de l'auteur est remarquablement bien construite. Pour ce faire, il compare la stratégie défensive de la France à une digue ; montrant notamment que lorsque celle-ci cède, seul un renfort rapide appliqué à la faille peut éviter l'inondation. Il s'appuie pour cela sur différents exemples et contre-exemples très précis tirés des combats de mai et juin 1940. Il démontre ainsi que seuls les dispositifs défensifs qui n'ont pas respectés les règles doctrinales ont facilement été enfoncés.

Surtout, ce livre prend toute sa valeur au regard du curriculum vitae de l'auteur. Soldat de 1914, puis combattant de 1940, le général André Laffargue se distinguera ensuite notamment dans les rangs de la 1ère armée, du débarquement en Provence jusqu'à la conquête du Rhin. Il n'a donc, en aucun cas, besoin de rendre justice à une armée connue pour être très souvent décriée voire dénigrée. S'il demande Justice pour Ceux de 1940, c'est qu'il reconnaît, de manière objective, qu'en définitive, ces soldats n'ont globalement pas failli.

En conclusion, ce livre apporte un éclairage particulier à une difficile période de l'histoire des armées françaises. Il détaille, avec une extrême précision, les aspects tactiques des combats de mai-juin 1940. Il est ainsi en quelque sorte un laboratoire des modes d'action tactique de cette époque, développant notamment en profondeur la défensive. D'une objectivité rare, il est un très bon complément à la thèse de Karl Heinz Frieser, bien connue désormais des officiers stagiaires du cours supérieur d'état-major ; et, n'existant qu'en vieille édition, il est bien dommage que Justice pour Ceux de 1940 ne soit pas encore réédité.



L'opération aéroportée LEA
7 octobre – 21 novembre 1947
Par le colonel (er) GAUJAC

La Demi-Brigade de Marche Parachutiste (DBMP) qui arrive à Hanoï au début de 1947 constitue le premier renfort sérieux depuis le début de la guerre au Tonkin. Le lieutenant-colonel Sauvagnac est un vieux parachutiste et ses trois commandants de bataillon ont servi au 1er RCP, aux SAS et au Choc. Leur arrivée permet de relever les compagnies SAS détachées de Cochinchine.

Surtout, avec l'appoint d'un groupe d'avions de transport supplémentaire venu s'installer au Tonkin, le général Valluy dispose enfin des moyens lui permettant de multiplier les actions de dégagement conformes aux directives que le nouveau Haut-Commissaire a reçues du gouvernement avant son départ de métropole. Mais si le principe d'une offensive à l'automne a été admis à Paris, l'effort militaire qu'elle implique n'est pas vraiment consenti. La masse de manoeuvre dont dispose le général en chef ne dépasse pas en effet 12 000 hommes alors qu'il en faudrait 20 000. Et le délai de six mois initialement accordé pour l'action est ramené à trois.

Autre handicap : le commandant au Tonkin ne dispose pas de la surprise stratégique, car le débarquement des bataillons de renfort venus de Cochinchine à partir de sep- la concentration des unités opérationnelles aux deux extrémités du Delta ne laissent aucun doute sur ses intentions offensives. Seuls les parachutistes, malgré leur petit nombre, peuvent lui assurer la surprise tactique indispensable et coiffer d'emblée et dans les temps les principaux objectifs.

Le général Salan fait donc préparer une action aéroportée baptisée " Léa ", dont le but est de " couper la principale route de ravitaillement reliant le Vietminh à la Chine, disloquer le réduit national V.M. identifié dans la région Bac Kan, Chiem Hoa, Tuyen Quang, Thao Nguyen, le détruire ". Il espère par la même occasion mettre la main sur Ho Chi Minh, réputé avoir établi son gouvernement dans la région de Bac Kan, zone montagneuse, boisée et chaotique de 80 km de côté. " Léa ", pour avoir quelques chances de succès, doit être déclenchée dès la fin de la saison des pluies et menée tambour battant.

Articulé en trois détachements correspondant aux trois objectifs, le groupement Sauvagnac, comprenant l'EM, le 1er Bataillon de Parachutistes de Choc du commandant Clauzon et le III/1er RCP du commandant François Fossey, est chargé de l'action principale. De son côté, le détachement de Vismes, composé du I/1er

détachement	objectif	DZ	Jour Tonnage	Heure	Effectif	Ju 52	C-47
"A"	Bac Kan	1	J	0835	327 h	6	10
		2			32 h	2	-
		3			16 h	1	-
		2	J	1035	231 h	5	10
		1			85 h	4	-
"B"	Cho Moi		1	1430	250 h	4	10
					2 t		

détachement	objectif	DZ	Jour Tonnage	Heure	Effectif	Ju 52	C-47
"C"	Cho Don	1	J+1	1300	280 h	5	8
		2			40 h		2
de Vismes	Cao Bang	1	J+2	1135	160 h	10	-
		2	J+5	1700	200 h	-	10

Les ravitaillements par air sont prévus tout aussi étalés :

détachement	objectif	DZ	Jour	Heure	Tonnage	Total par DZ
"A"	Bac Kan	1	J		8 t	
			J+1		22 t	
			J+2		8 t	
			J+3		5 t	43 t
"B"	Cho Moi		J+1		8 t	
			J+2		3 t	
			J+3		2 t	13 t
"C"	Cho Don	1	J+1		10 t	
			J+2		5 t	
			J+3		2 t	17 t
de Vismes	Cao Bang		à la demande		10 t	10 t

Soit un total de 1 630 hommes et 85 tonnes largués.

RCP moins une compagnie maintenue en réserve, doit s'emparer de Cao Bang et empêcher la destruction des ponts avant l'arrivée du groupement terrestre Beaufre.

la mise à terre des quatre détachements est prévue sur huit DZ en plusieurs vagues, étalées dans le temps en raison notamment du nombre limité d'appareils de transport :

Léa " est déclenchée le 7 octobre 1947. La première vague du détachement A est mise à terre sur les DZ de Bac Kan. Les zones de saut apparaissent, bordées de massifs et parsemées de pointes en bambous. Et, dès leur sortie des appareils, les hommes sont accueillis par le tir fourni d'un bataillon Vietminh. Mais les parachutistes se rendent rapidement maîtres du terrain. A 8 h 45, le pont de Bac Kan est entre leurs mains tandis que deux compagnies attaquent la ville elle-même. A 10 h 45, le largage de la deuxième vague bloque le repli des Viets hors de la ville, si bien que la population, les services administratifs, les documents et une grande partie du matériel ne peuvent être évacués. Le combat cesse deux heures plus tard. En une matinée, le Vietminh a perdu 260 tués, 40 prisonniers, 250 fusils, deux mitrailleuses légères, une mitrailleuse lourde, un lance-grenades, douze pistolets, le poste émetteur " La voix du Viet-Nam " et des dépôts de matériel de toutes sortes. Ce résultat apporte la preuve qu'un coup de main bien monté et rapidement exécuté par les troupes aéroportées désorganise totalement le commandement Viet. A 14 h 30, le détachement " B " du capitaine Guiard saute sur les deux DZ, au nord et au sud de Cho Moi. Des tireurs Viets attendent au sol les parachutistes, qui parviennent à les déloger. A 16 heures, ils occupent la ville et le pont sur le Song Cau que les rebelles étaient en train de miner. Les Viets tiennent encore les hauteurs dominant Cho Moi. Il faudra deux jours pour les réduire. Le lendemain, 8 octobre, le détachement " C " du commandant François Fossey doit opérer sur Cho Don. Mais, par suite d'un message erroné du Catalina radio qui annonce que la garnison de Bac Kan est fortement attaquée, le général Salan décide de dérouter le détachement et de l'envoyer sur Bac Kan. Le largage commence à 11 h 45 pour être immédiatement interrompu, l'état-major venant de s'apercevoir de sa méprise. On ne saura jamais exactement si le radio du Catalina a voulu trahir, s'il a intercepté un message lancé par les Viets ou si, plus simplement, il a pris un sérieux coup de bambou... Malheureusement, ilest trop tard pour le commandant François Fossey, son PC et une compagnie de FV qui ont déjà passé la porte. Quant au reste du détachement, il se dirige de nouveau vers son objectif, Cho Don, qu'il atteint à 13 heures. Les Viets ne résistent que très peu et les objectifs sont rapidement atteints. Seule la section chargée de bloquer la vallée à 2,5 km de Cho Don ne peut vraiment remplir sa mission. Lâchée par erreur à 6 km de sa zone de saut, elle va mettre plus de deux heures pour récupérer son matériel éparpillé en pleine forêt. De son côté, le commandant François Fossey, accueilli avec étonnement par le lieutenant-colonel Sauvagnac, parvient à rejoindre Hanoï en Morane, s'embarque immédiatement sur un autre avion et saute à Cho Don le 8 octobre dans l'après-midi. Par cet exploit, il bat le record du monde des sauts opérationnels avec deux sauts sur objectif dans la même journée ! Le 9, enfin, se déroule l'attaque sur Cao Bang. A 11 h 35, le parachutage du I/1er RCP commence. La chasse qui devait précéder le flot de transport

pour straffer les positions Vietminh pendant la mise à terre, a été retardée et n'arrive pas à rejoindre. Le poste radio de l'avion leader est tombé en panne. Il survole à 120 mètres de hauteur la DZ, suivi en file indienne par les autres Ju 52 de la formation. Une mitrailleuse Hotchkiss le prend à partie et incendie son moteur gauche. Les premiers à la porte, dont le lieutenant Rocolle, commandant la 2e Compagnie, arrivent à sauter. Mais l'avion perd de la hauteur et s'écrase sur un piton, le chef de bord, le commandant Viot, commandant le groupe "Béarn ", toujours aux commandes. Les avions qui ont perdu leur leader larguent à l'aveuglette, les parachutistes sont étalés sur plus de trois kilomètres carrés. Le sergent-clairon qui devait sonner au point de rassemblement est mort dans le premier Ju 52.

De plus, la nature accidentée du terrain se prête mal à la récupération du matériel et au regroupement des hommes. A 12 h 30, les parachutistes réussissent à prendre intact le pont à l'ouest de Cao Bang. Une heure plus tard, ils sont maîtres de la citadelle et de l'usine électrique. Dans le même temps, la 3e Compagnie s'empare du pont Est et fait sa jonction avec la 1ère Compagnie. A 15 heures, la ville paraît nettoyée et le Bataillon s'installe défensivement.

Leurs objectifs atteints, les détachements parachutistes vont alors tenter d'établir une liaison entre eux. Le 9 octobre, à 17 h 15, la section qui a été parachutée par erreur sur Bac Kan avec le commandant François Fossey se met en route en direction de Cho Don, renforcée par une compagnie du Bataillon de Choc. Le lendemain, après un léger accrochage, la liaison se fait avec un élément venant de Cho Don. Ce même jour, une autre compagnie du Bataillon de Choc part de Bac Kan pour Cho Moi, tandis que le capitaine Guiard et une compagnie quittent Cho Moi à leur rencontre. L'itinéraire est jalonné d'embuscades et le capitaine Guiard se trouve bientôt obligé de rebrousser chemin. Il a perdu six hommes et une quinzaine de blessés dans l'action. La compagnie partie de Bac Kan rencontre également de sérieuses difficultés mais elle réussit à passer. Le 10 octobre, en fin d'après-midi, la jonction se fait enfin avec un deuxième élément parti de Cho Moi.

Le 12 octobre, une compagnie du I/1er RCP envoyée de Cao Bang rejoint l'avant-garde du groupement Beaufre. Il n'y a pas eu un seul accrochage. Le 15 octobre, une compagnie du Bataillon de Choc rejoint le colonel Beaufre et ses hommes au col de Dio Giang. Une seule de ces liaisons échouera, celle qui devait avoir lieu entre le groupement Communal et le détachement François Fossey.

Pendant que se déroulent les différentes prises de liaison, les hommes disponibles partent à la recherche des fabriques d'armement et des dépôts dissimulés dans la région par le Vietminh. Toutes les vallées autour de Bac Kan, Cho Don et Cho Moi, ainsi que les pistes aboutissant à la RC 3 sont fouillées. Le butin est considérable. Mais le Vietminh profite de ces actions secondaires pour se regrouper et, dans la nuit du 15 au 16 octobre, attaque violemment Cho Moi. Les parachutistes parviennent non sans mal à les repousser. A partir du 18 octobre, les éléments du groupement Sauvagnac se répartissent entre Bac Kan (PC Demi-Brigade, section du Génie Parachutiste, Bataillon de Choc avec trois compagnies) ; Cho Don (moitié du III/1er RCP) et Cho Moi (moitié du III/1er RCP). Toutes ces unités sont alors placées sous les ordres du colonel Beaufre.

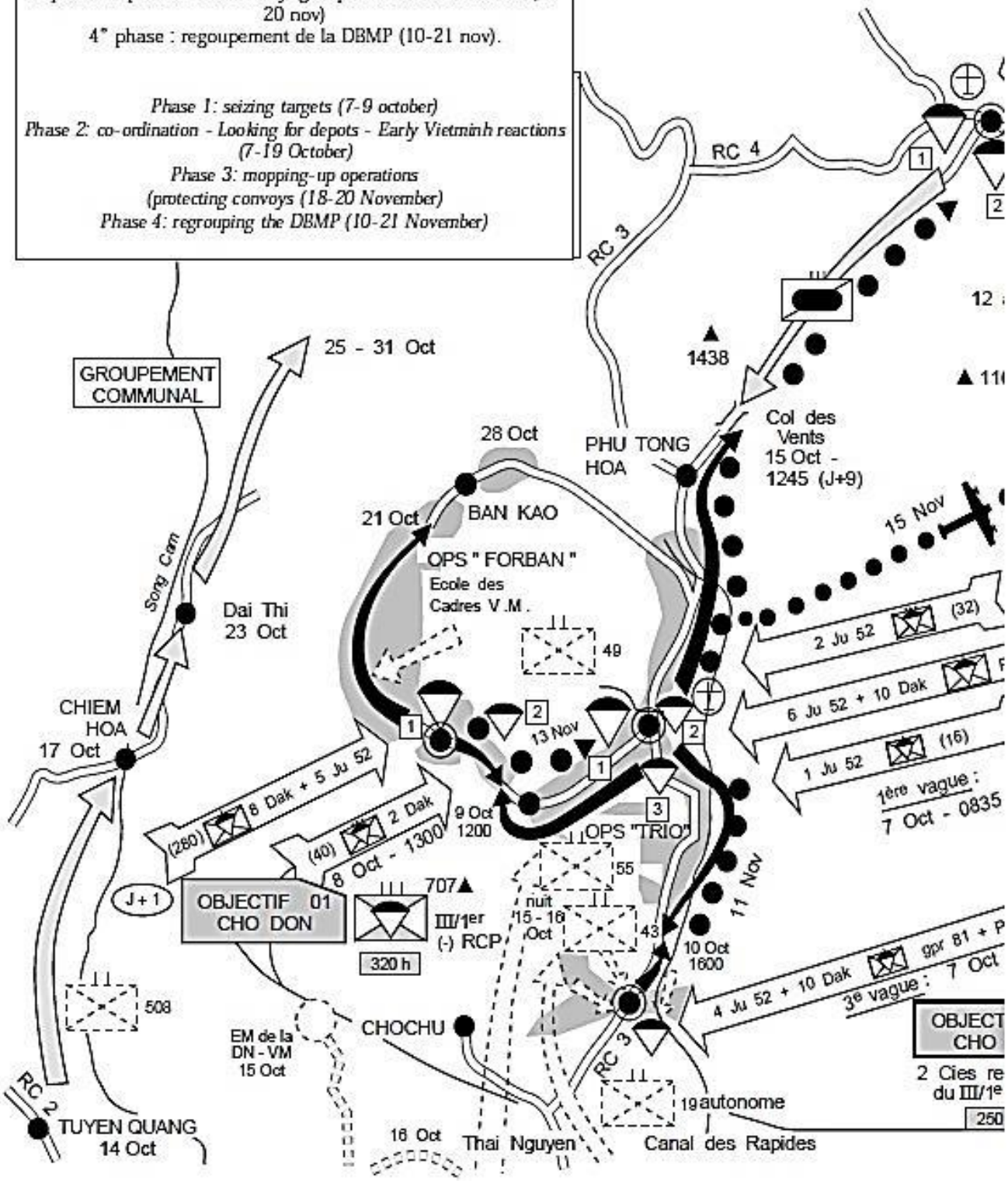
Les premiers objectifs atteints, le nettoyage du " Réduit National " peut être entrepris. Les opérations visent à rechercher le contact avec les forces ennemies, à les isoler et les détruire, essentielle-

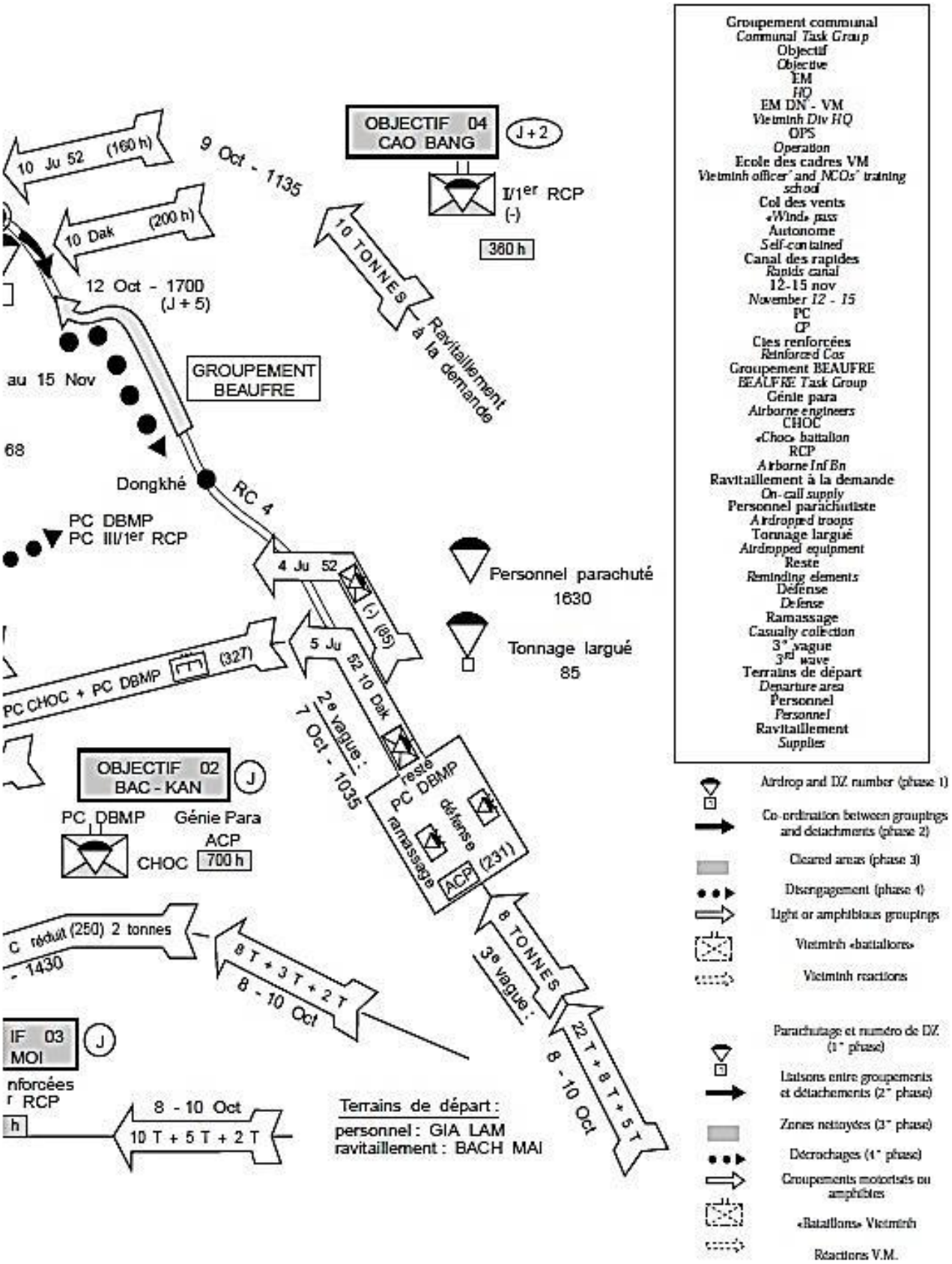
ment de part et d'autre de l'axe Bac Kan - Cho Don.
La topographie de la contrée (rares pistes de montagne, forêts denses), fait qu'il est pratiquement impossible de s'écarter des axes et que l'on est obligé de procéder par des actions de bouclage autour de la région à fouiller.
En voici un exemple : l'opération " Forban ", qui se déroule à partir du 18 octobre sous le commandement du chef de bataillon François Fossey pour dégager l'axe Cho Don - Ban Thi et s'emparer de ce dernier village. Ces missions menées à bien, le détachement doit entrer en liaison avec le groupement Communal. Le 18 octobre, donc, les parachutistes quittent Cho Don, vers 9 heures, en deux groupes, à une demi-heure d'intervalle. A 13 heures, les deux éléments se rejoignent aux abords du village de Na Pieng. La progression reprend. A 15 heures, Na Dua est atteint. L'avant-garde met en fuite plusieurs guetteurs et fait deux prisonniers. Le détachement passe la nuit dans le village. Le lendemain, nouveau départ en deux éléments, vers le col de Khau Po Bo, qui est atteint sans incident. A 13 heures, arrivée à Pac Hop où les hommes de tête décèlent une embuscade et infligent quatre blessés aux Viets. Deux heures de repos, et la marche reprend. A 16 heures, les premiers hommes parviennent au défilé de Na Ca et sont soudain pris sous le feu. Ils ripostent et foncent vers les positions des Viets qui décrochent au bout d'un quart d'heure. La progression continue dans le défilé. A la sortie, les parachutistes découvrent un hôpital de campagne récemment abandonné. L'ennemi n'est donc pas loin. Le chef de bataillon décide alors de passer la nuit dans le poste de Yen Tinh. Vers 3 heures du matin, les Viets passent à l'attaque mais sont repoussés. Au matin, le détachement trouve un mousqueton et des documents qui lui révèlent que les parachutistes viennent de subir l'assaut d'une compagnie de l'Ecole des Cadres de Bac Kan.
Le 20 en début de matinée, le commandant François Fossey envoie une patrouille de reconnaissance, commandée par le capitaine Thomas, vers la voie ferrée et Ban Thi, où elle parvient à 11 h 30, juste sur les pas des Viets. Le Commandant décide alors de rejoindre la section et de se lancer à la poursuite de l'adversaire. Lorsque son détachement arrive à Ban Thi, le village brûle et les Viets sont en fuite. Les parachutistes s'installent défensivement pour la nuit. Les hommes du commandant François Fossey vont maintenant s'employer à nettoyer la région, et cela jusqu'au 27 octobre. Dès le 22, un détachement part vers les mines de Pin Khao. La marche est extrêmement difficile, à travers des sentiers étroits où l'embuscade peut surgir à chaque instant. En fin de matinée, les éléments de tête parviennent aux mines et aperçoivent des groupes de Viets en fuite. La poursuite s'engage dans les galeries de mine. Les parachutistes récupèrent 200 kg d'explosifs, 1 200 grenades et un bazooka, et le détachement repart sur Ban Thi. Les fouilles se poursuivent les jours suivants aux alentours de Ban Thi, permettant de récupérer diverses armes.
Le 7 octobre, le groupement Communal n'étant toujours pas en vue, le colonel Sauvagnac donne l'ordre de retour pour le lendemain. Les hommes du III/1 arrivent à Cho Don le 29 après avoir subi une nouvelle attaque Viet. L'opération " Forban " est terminée. Le détachement ramène deux blessés, alors que les Viets ont perdu 23 morts, 45 blessés et 7 prisonniers.
S'ajoutent à ce bilan la récupération d'un grand nombre d'armes et la destruction de dépôts de matériel.
Lorsque " Léa " s'achève, les parachutistes de la DBMP ont tout lieu d'être satisfaits de ce succès tactique et technique. Le général Salan l'est aussi qui affirme :
- il ne reste plus dans la région que " des bandes isolées plus ou moins importantes justiciables de simples opérations de police " ;
- " le réduit national VM, disloqué et nettoyé dans ses parties principales a pratiquement cessé d'exister " ;
- " si la plus grande partie des forces qui s'y trouvaient, refusant généralement le combat, a pu se soustraire à notre action,
le potentiel de l'adversaire a été, en revanche, durement éprouvé dans son industrie et ses stocks de guerre ".
Il reconnaît néanmoins que d'importantes troupes régulières - que le 2e bureau évalue tout de même à 16 000 hommes - ont pu se réfugier à la limite de la moyenne région et du delta et pense que des organismes gouvernementaux s'y sont réfugiés.
Remettant à plus tard la pacification, le général Valluy, commandant en chef, prescrit alors au général Salan d'achever la destruction de ces forces et de monter une nouvelle opération d'ensemble dans la région de Thaï Nguyen : ce sera " Ceinture ".
Les deux opérations coûtent aux parachutistes 108 morts et 277 blessés, ces derniers, dans le cas de " Léa ", devant être évacués par la route sur Bac Kan où est installée une antenne chirurgicale parachutée. Le Vietminh a perdu près de 800 tués et 170 prisonniers, 800 armes légères, mille tonnes de munitions, des armes lourdes, un important matériel de tous ordres.
Sur le plan opérationnel, il apparaît évident que les parachutistes, pouvant être engagés ou intervenir rapidement, constituent la seule réserve mobile du commandant en chef et des commandants de territoire. Mais, bien que la campagne
d'automne ait montré que six bataillons coloniaux ou métropolitains étaient juste suffisants, ils ne seront pourtant jamais plus nombreux jusqu'en 1954.
Il en est de même pour les avions de transport. Pour " Léa ", le TAM n'a pu réunir que neuf Junkers Ju 52 et 10 Douglas C-47 d'une capacité instantanée de largage de 400 parachutistes. Avec le temps, ce parc s'agrandit, mais jamais le com-

mandement des TAP ne disposera de la centaine d'avions lui permettant de mettre à terre instantanément les trois bataillons renforcés indispensables au succès de toute OAP au Tonkin.
Enfin, " Léa " confirme que, une fois à terre, les parachutistes sont démunis d'armes lourdes et surtout sont contraints de progresser à la vitesse du fantassin à pied et porter leurs blessés tout en étant tributaires du ravitaillement par air, c'est à-dire de la météo et des transporteurs. Si la création de camps retranchés, un peu à la mode des Chindits en Birmanie, réduit les distances et permet d'obtenir le maximum de moyens réduits, jamais, au cours de la guerre, les parachutistes ne disposeront des hélicoptères nécessaires. Ce handicap sera pallié d'une certaine façon en Algérie. Et les Américains en tireront la leçon en engageant notamment deux divisions aéromobiles au Vietnam.
Le succès de " Léa " est donc illusoire car le coup décisif n'a pas été porté : Ho Chi Minh court toujours, le corps de bataille s'est esquivé et demeure intact. On parlera aussi de fuites, d'informations communiquées au Vietminh qui auraient permis à son gouvernement de s'échapper.
En tout cas, le dernier espoir de mettre rapidement un terme à cette guerre venait de s'évanouir.

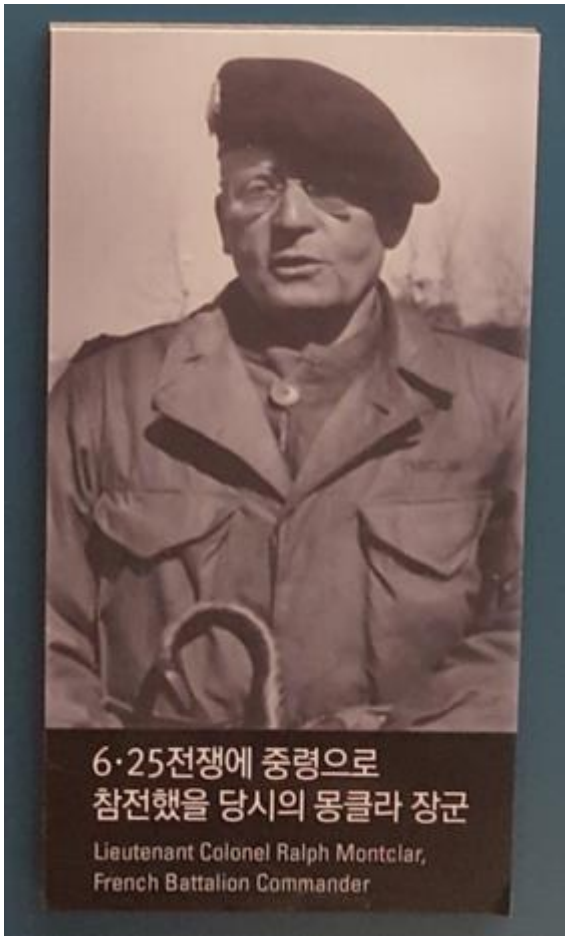
1° phase : conquête des objectifs (7-9 oct)
2° phase : liaisons - recherche des dépôts - premières réactions V.M. (7-17 oct)
3° phase : opérations de nettoyage - protection des convois (18-20 nov)
4° phase : regoupement de la DBMP (10-21 nov).

Phase 1: seizing targets (7-9 october)
Phase 2: co-ordination - Looking for depots - Early Vietminh reactions (7-19 October)
Phase 3: mopping-up operations (protecting convoys (18-20 November)
Phase 4: regrouping the DBMP (10-21 November)




OBJECTIF 04
CAO BANG
J + 2
I/1er RCP
(-)
360 h
10 Ju 52 (160 h)
9 Oct - 1135
10 Dak (200 h)
12 Oct - 1700
(J + 5)
10 TONNES
Ravitaillement à la demande
au 15 Nov
GROUPEMENT
BEAUFRE
68
Dongkhé
RC 4
PC DBMP
PC III/1er RCP
4 Ju 52
(-) (85)
Personnel parachuté
1630
Tonnage largué
85
5 Ju 52
10 Dak
PC CHOC + PC DBMP
(327)
2e vague :
7 Oct - 1035
reste
PC DBMP
défense
ramassage
ACP
(231)
OBJECTIF 02
BAC - KAN
J
PC DBMP
Génie Para
ACP
CHOC
700 h
réduit (250) 2 tonnes
- 1430
8 T + 3 T + 2 T
8 - 10 Oct
8 TONNES
3e vague :
22 T + 8 T + 5 T
8 - 10 Oct
IF 03
MOI
J
nforcées
r RCP
h
8 - 10 Oct
10 T + 5 T + 2 T
Terrains de départ :
personnel : GIA LAM
ravitaillement : BACH MAI
Groupement communal
Communal Task Group
Objectif
Objective
EM
HQ
EM DN - VM
Vietminh Div HQ
OPS
Operation
Ecole des cadres VM
Vietminh officer and NCOs training school
Col des vents
«Wind» pass
Autonome
Self-contained
Canal des rapides
Rapids canal
12-15 nov
November 12 - 15
PC
CP
Cies renforcées
Reinforced Cos
Groupement BEAUFRE
BEAUFRE Task Group
Génie para
Airborne engineers
CHOC
«Choc» battalion
RCP
Airborne Inf Bn
Ravitaillement à la demande
On-call supply
Personnel parachutiste
Airdropped troops
Tonnage largué
Airdropped equipment
Reste
Reminding elements
Défense
Defense
Ramassage
Casualty collection
3e vague
3rd wave
Terrains de départ
Departure area
Personnel
Personnel
Ravitaillement
Supplies
Airdrop and DZ number (phase 1)
Co-ordination between groupings and detachments (phase 2)
Cleared areas (phase 3)
Disengagement (phase 4)
Light or amphibious groupings
Vietminh «battalions»
Vietminh reactions
Parachutage et numéro de DZ (1e phase)
Liaisons entre groupements et détachements (2e phase)
Zones nettoyées (3e phase)
Décrochages (4e phase)
Groupements motorisés ou amphibies
«Bataillons» Vietminh
Réactions V.M.

Raoul Magrin Vernerey (Français) 1882-1964
Pseudo Raph Monclar



Raoul Charles Magrin-Vernerey, plus connu sous le pseudonyme de Ralph Monclar (Budapest, 7 février 1892 – Paris, 3 juin 1964), est un officier général français parmi les plus décorés (Grand-croix de la Légion d'honneur, médaille militaire, 7 fois blessé, 20 citations dont 15 à l'ordre de l'armée - près de 10 citations étrangères à l'instar de la Silver star, la Croix du mérite britannique ou encore la Croix de guerre norvégienne) qui s'est illustré durant les deux conflits mondiaux, et particulièrement dans les rangs des Forces françaises libres. Il est l'un des premiers officiers supérieurs à répondre à l'appel du 18 juin. Il commanda le bataillon français de l'ONU pendant la guerre de Corée.

Raoul Magrin-Vernerey est le fils d'Anna Magrin, fille de Martial Antoine Magrin et de Marie Élise Vernerey. Sa mère est institutrice en poste à Vienne et elle lui donne naissance à Budapest. Un comte hongrois veille d'abord à son éducation puis il est élevé par sa grand-mère maternelle à Laviron, dans le Haut-Doubs.

Après des études au lycée Victor-Hugo de Besançon et au petit séminaire d'Ornans, il a seize ans lorsqu'il se présente pour s'engager dans la Légion étrangère. En raison de son jeune âge, il n'est pas admis et reprend ses études et entre à Saint-Cyr en 1912, il en sort en 1914 avec la promotion de Montmirail, et le grade de sous-lieutenant.

Première Guerre mondiale

Le 5 août 1914, il rejoint le 60e régiment d'infanterie , il combat au sein de ce régiment et au sein du 260e et termine la guerre avec le grade de capitaine, chevalier de la Légion d'honneur et titulaire de 11 citations. Blessé sept fois et réformé avec une invalidité de 90 % : cuisse fracturée par balle, bras droit brisé par l'explosion d'une grenade, deux blessures à la tête imposant deux trépanations, les yeux brûlés par des gaz.

Entre deux guerres

Après l'armistice du 11 novembre 1918, mis à la disposition du commandant en chef des armées alliées en Orient, il rejoint l'état-major comme chef du 1er bureau au début de 1919. Il est alors administré par le 1er régiment de tirailleurs marocains (RTM). Le 25 septembre, il est désigné pour effectuer un stage au centre d'aviation du 415e RI de San Stefano où il est formé comme observateur avion. À l'issue, il rejoint les services administratifs du Levant à Beyrouth, en qualité d'adjoint à l'administrateur. Il est nommé conseiller administratif de Caza de Sayoun, le 1er mars 1920, puis inspecteur des milices du territoire des Alaouites, le 19 octobre. À ce poste, il mérite une citation à l'ordre de l'armée. Le 11 mai 1921, il est désigné pour encadrer la légion syrienne. Il est affecté à la 4e compagnie du 1er escadron, escadron dont il prend le commandement le 1er juillet. Il cumule cette fonction avec celle d'adjoint au chef de corps.

Le 1er mars 1924, il obtient enfin de rejoindre la Légion étrangère dont il rêve depuis sa jeunesse. Après un bref séjour au 1er REI, il est affecté au 3e REI et prend part à la campagne du Rif3 au Maroc jusqu'en 1927. Il rejoint alors le Proche-Orient où il est promu au grade de chef de bataillon en 1928.

Le 14 octobre 1930, il est désigné pour prendre le commandement du 16e bataillon de chasseurs à pied.

Il est une nouvelle fois affecté à la Légion en 1931 et ne quittera cette arme qu'en octobre 1941. Affecté au 2e REI, il séjourne au Maroc puis rejoint le 5e REI au Tonkin.

Rentrant d'Extrême-Orient, il prend en janvier 1938 le commandement du bataillon d'instruction de Saïda, il est promu au grade de lieutenant-colonel le 25 juin de la même année3, avant de repartir au Maroc avec le 4e REI.

Seconde Guerre mondiale
Le 23 février 1940, il rejoint le 3e REI qui forme un groupement de bataillons de marche de type montagne. Il est désigné comme chef de corps des deux bataillons de Légion qui forment la 13e demi-brigade légère de montagne de Légion étrangère (DBLE). Regroupée d'abord au camp du Larzac puis à Sathonay, son unité se prépare à une campagne dont la destination n'est pas fixée. Ce sera le début de l'épopée de la 13e DBLE, la longue route ne fait que commencer.

Le 13 mai, à Bjervik en Norvège, la 13e DBLE livre son premier combat, conquiert quatre objectifs, force l'ennemi à fuir en abandonnant de nombreux prisonniers, des armes automatiques, des équipements impossibles à dénombrer et jusqu'à dix avions bimoteurs.

Du 28 mai au 2 juin, le lieutenant-colonel Magrin-Vernerey et ses légionnaires gagnent à Narvik ce que l'on a appelé « la seule victoire française de 1939-1940 », victoire qui leur vaut d'être cités à l'ordre de l'Armée, avec attribution de la Croix de guerre avec palme de vermeil4, pour avoir libéré 60 prisonniers alliés, fait 400 Allemands prisonniers, capturé 10 canons et un très important matériel.

À peine revenu en Bretagne, le 16 juin , avec 500 de ses hommes, il embarque le 19 juin à Saint-Jacut-de-la-Mer où via Jersey, il rejoint le 21 juin, avec la moitié de sa demi-brigade, les Forces françaises libres en Angleterre et adopte alors le pseudonyme de Monclar (du nom du village de Monclar-de-Quercy, dans le Tarn-et-Garonne, d'où sa famille est originaire). Il est promu au grade de colonel.

Fin août 1940, il est envoyé en Afrique avec la 13e DBLE (Dakar, Freetown puis le Cameroun), il refuse de participer aux combats de ralliement au Gabon pour ne pas avoir à combattre des Français.

Participant aux opérations menées contre les forces de l'Axe en Afrique, c'est lui qui, à la tête de la brigade française libre d'Orient en Érythrée, prend Massaoua dans le cadre de la bataille de Keren en mars 1941, une opération qu'il a préparée et menée. Il entre dans la ville avec une section d'éclaireurs motocyclistes et fait prisonniers l'amiral Bonatti, commandant des forces italiennes en Afrique orientale, 8 autres officiers généraux, 440 officiers et 14 000 soldats des forces italiennes.

En juin 1941, il refuse de combattre en Syrie contre d'autres Français, en particulier les légionnaires du 6e REI. Il est remplacé à la tête de la 13e DBLE par le lieutenant-colonel et prince Amilakvari.

En octobre 1941, il est nommé délégué et commandant des troupes pour le territoire des Alaouites et deux mois plus tard, en Seconde Guerre mondiale : décembre 1941, il est promu général de brigade. Il retourne à Londres en décembre 1942 et devient Commandant des Forces terrestres françaises en Grande-Bretagne.

En novembre 1943 et jusqu'à la fin de la guerre, il est adjoint au général commandant supérieur des troupes du Levant et participe à la pacification du nord de la Syrie où se déroulent des troubles violents en mai et juin 1945.

Après guerre
Promu général de division en 1946, il devient adjoint au commandant supérieur des troupes d'Algérie. Il est, en 1948, « chargé de mission permanente d'inspection des unités de Légion ». Pendant près de 2 ans, il effectue d'incessants voyages partout où stationnent et combattent des unités de Légion en Algérie, au Maroc, à Madagascar, en Indochine où il participe aux combats de Cochinchine et du Tonkin.

En 1950, général de corps d'armée, à la veille de sa retraite, il se porte volontaire pour commander le Bataillon français de l'ONU en cours de formation pour intervenir en Corée et échange ses étoiles contre les galons panachés de lieutenant-colonel pour pouvoir le faire.

Atteint par la limite d'âge, il rentre en France en 1951. En 1962, succédant au général Kientz, il devient gouverneur des Invalides. A ce titre il est désigné président d'honneur de l'association nationale des croix de guerre et de la valeur militaire.

C'est à ce poste d'honneur, qu'il meurt le 3 juin 1964 au Val-de-Grâce à Paris. Il est inhumé dans le caveau des gouverneurs, dans la crypte de l'église Saint-Louis-des-Invalides.

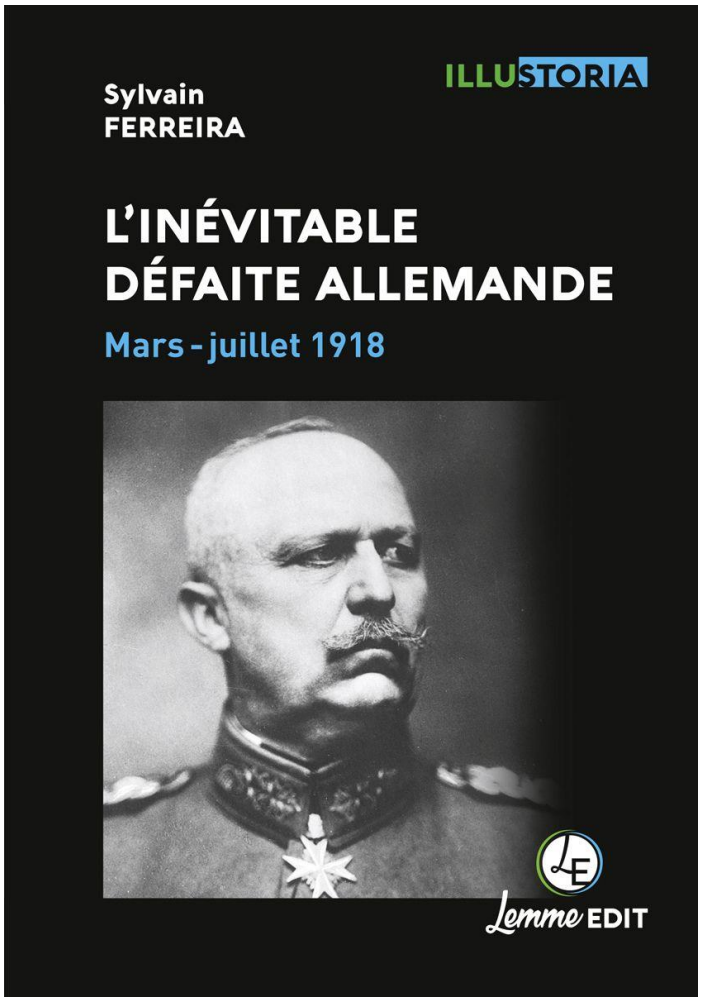
Il a été le président fondateur de l'Association nationale des anciens des forces françaises de l'ONU et du régiment de Corée.

Livres

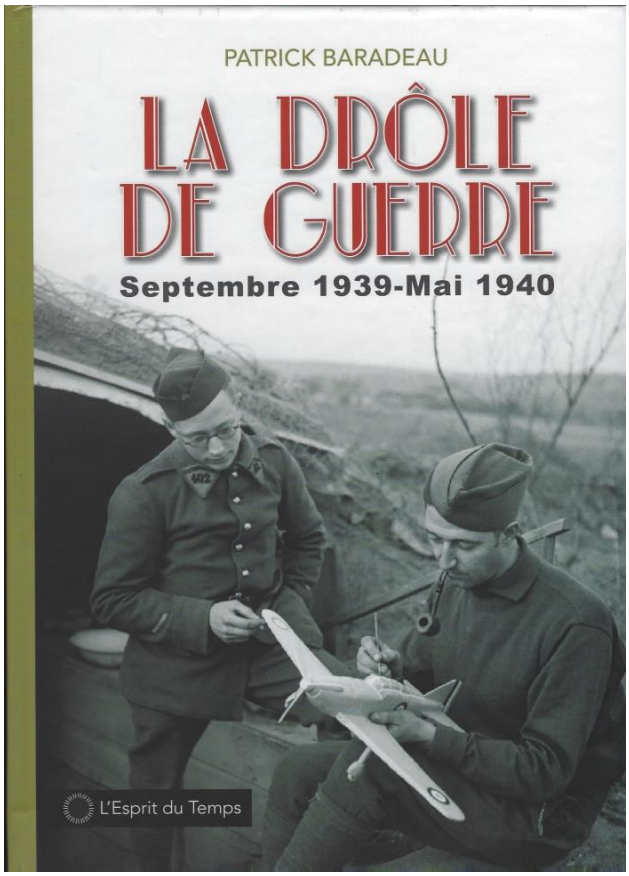
MD-450 Ouragan
Nicolas de LEMOS
YSEC EDITION

Le MD-450 Ouragan est un avion de chasse et d'attaque au sol, produit de 1951 à 1954 par le constructeur aéronautique Dassault. Premier avion à réaction de conception française construit en série, il marque une étape importante dans l'histoire de l'aéronautique nationale. Cette monographie propose l'étude approfondie de l'Ouragan, avec de multiples photographies, des profils en couleur et aussi la carrière de chacun des 350 avions construits, non seulement dans l'armée de l'Air, mais aussi dans les aviations israélienne, indienne et salvadorienne.

L'inévitable défaite allemande, mars juillet 1918
Sylvain FERREIRA
Lemme edition.Ludendorff propose de lancer une offensive d'envergure au printemps 1918 pour assurer la victoire de l'Allemagne avant l'entrée en lice des troupes américaines, tout en profitant de la fin probable des hostilités avec la Russie. De cette idée va découler la planification de sept opérations sur le front occidental, dont deux resteront à l'état de projet. Ces opérations sont entrées dans l'Histoire sous le nom d'« offensives Ludendorff ». Loin d'aboutir à la victoire finale tant espérée, elles laissent l'armée allemande, en août 1918, dans une situation stratégique plus défavorable qu'au début de l'année et scellent le sort de la guerre en sa défaveur.

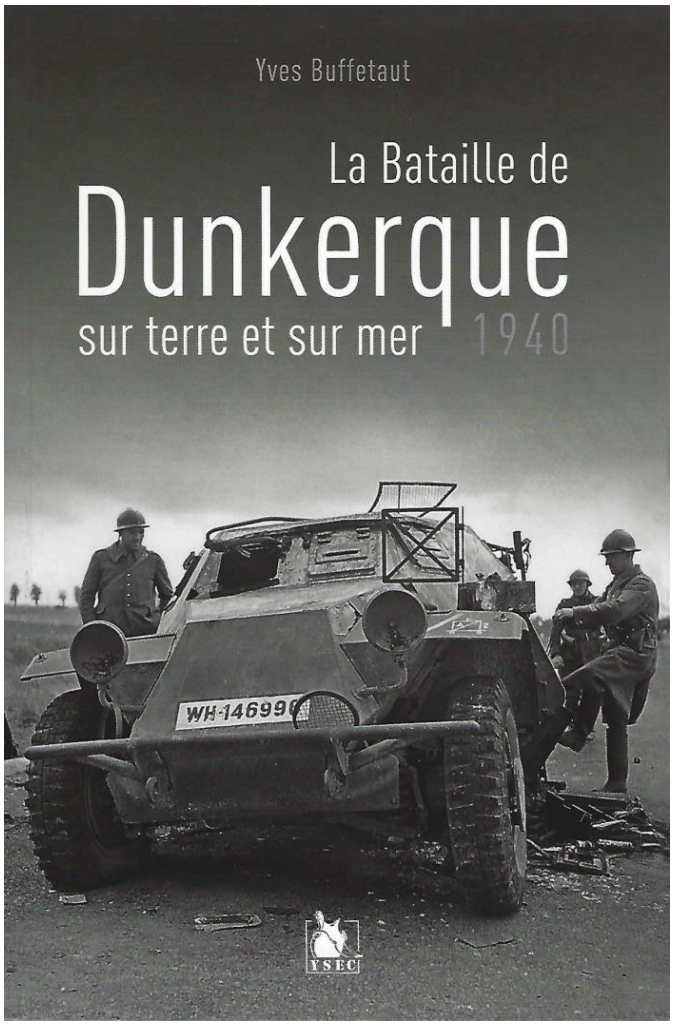


LA DROLE DE GUERRE
Patrick BARADEAU, édition l'Esprit du temps.
Le 3 septembre 1939, il y a quatre-vingts ans, la



France entrait dans le second grand conflit du XXe siècle. Pendant huit mois, du déclenchement des hostilités contre l'Allemagne nazie, au 10 mai 1940, lorsque Hitler attaque le front ouest, les Français font leur "**drôle de guerre**".
Pendant cette période, personne ne croit sérieusement à la guerre. Les Français connaissent une situation paradoxale : leur pays est en état de guerre, mais rien ne se passe.
Elle est pour les autres, les étrangers, hors des frontières nationales. En ce rude hiver 1939-1940, le Français reste donc l'arme au pied... et observe.
Sur la ligne Maginot, le guetteur observe un ennemi qui ne vient pas, comme on "observe", en famille, la destruction de la Pologne.
Après une introduction générale permettant de replacer cette "tranche d'histoire" nationale dans son contexte historique et politique, l'ouvrage présente les aspects de la vie quotidienne des civils, puis ceux des soldats, jusqu'aux premiers combats contre l'ennemi.
Grâce à de nombreuses photos d'époque dont une grande partie inédite, le lecteur va vivre à l'heure de l'an 40, les restrictions la défense passive, les premiers réfugiés, la vie parisienne, le théâtre aux armées. Voici un véritable livre-reportage qui passionnera aussi bien les adultes des nouvelles générations que ceux qui ont connu cette époque et qui souhaitent se souvenir, encore une fois, de cette guerre que l'on qualifiait encore de drôle...

La Bataille de DUNKERQUE
Yves BUFFETAUT



YSEC edition.
La bataille de Dunkerque de mai-juin 1940, est finalement peu connue : les auteurs, surtout anglo-saxons, s'attachent à l'évacuation qui a permis de sauver la majeure partie du corps expéditionnaire britannique (BEF) et plus de 120 000 soldats français, mais une féroce bataille a également été livrée.
Livrée sur mer, évidemment, ou les pertes alliées en navires civils et militaires ont été très sévères, mais aussi sur terre, ou un corps d'armée français, constitué de toutes pièces à la hate, a été capable de tenir en échec les allemands pendant plusieurs jours, permettant l'évacuation.
Cette histoire, totalement méconnue en France, n'a encore jamais fait l'objet d'un livre.

L'offensive blindée alliée d'Abbeville
Henri de Wailly
Economica
Les faits sont là : du 28 mai au 4 juin 1940, plus de 500 blindés anglais et français attaquèrent la tête de pont allemande d'Abbeville. Ce fut la seule grande offensive alliée durant la *bataille de France*. Ce fut même, selon les Allemands, la plus puissante offensive blindée qu'ils eurent à subir avant Koursk.